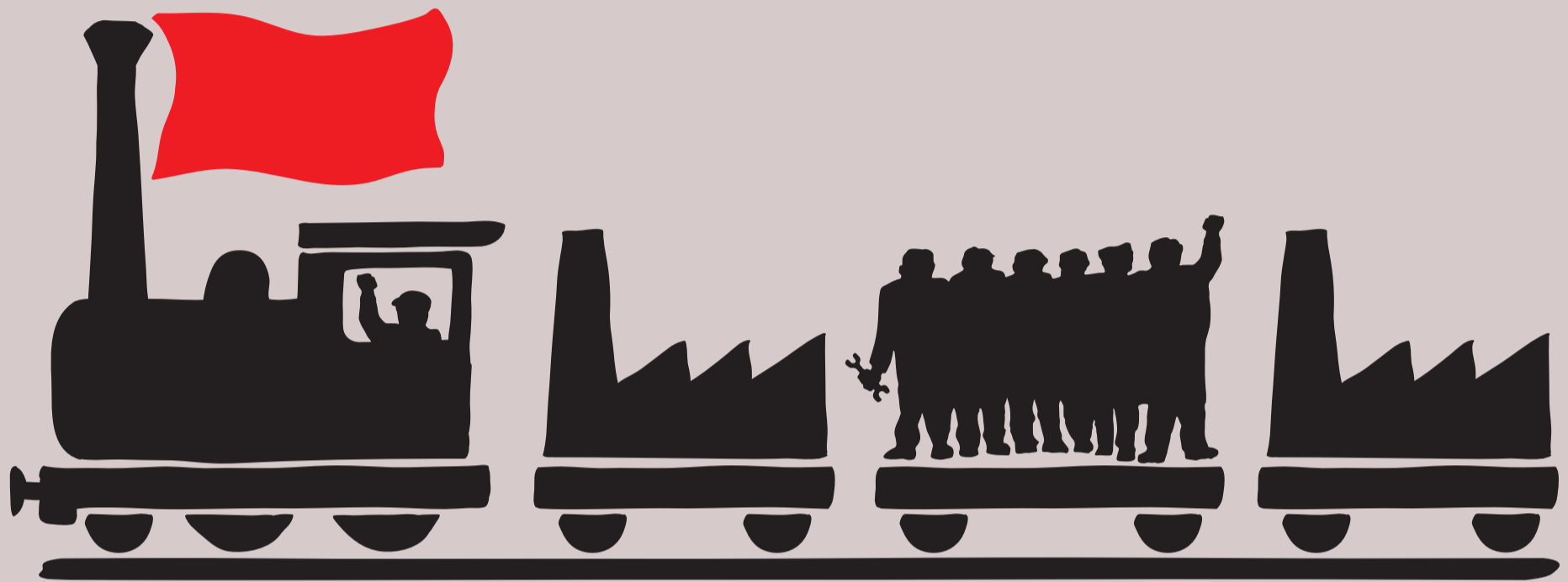


FACE AU MÉPRIS DU GOUVERNEMENT



L'URGENCE EST À RENVERSER LA VAPEUR

Dossier

**13 MAI 1968: LE DÉBUT
D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE
PROLONGÉE** Pages 6 et 7

ÉDITO

Référendum à la SNCF: mais qu'allaient-ils donc faire dans cette galère? Page 2

PREMIER PLAN

1^{er} Mai: nous ne condamnons pas les «violences» Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Asie: le nouvel enjeu coréen Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Cécile Gintrac du comité de vigilance JO 2024 Page 12



Par ROBERT PELLETIER

Référendum à la SNCF: mais qu'allaient-ils donc faire dans cette galère?

Un référendum est annoncé à la SNCF. Guillaume Pépy nous la joue-t-il à la Janaillac, PDG d'Air France – « si c'est non, je démissionne »? Eh bien non, c'est l'intersyndicale SNCF qui, à l'initiative de la CGT, se préparerait à consulter les cheminotEs.

De son côté, le gouvernement n'a décidément pas l'intention de reculer sur son projet de privatisation de la SNCF, de suppressions de postes, de liquidation du statut des cheminotEs, de fermetures de lignes. Pire, Macron n'hésite pas à insulter celles et ceux qui se battent pour garder les moyens de vivre décemment. De l'autre côté, la réponse des cheminotEs est claire, et ce depuis des semaines. Ils et elles sont contre le mortel pacte ferroviaire du gouvernement. Tous les corps de métiers, des roulantEs aux cadres en passant par les contrôleurEs et les aiguilleurEs ont déjà dit « non » à cette réforme réactionnaire. Dans l'unité syndicale, dans les assemblées générales et par la grève, toutes et tous défendent l'idée du maintien de l'entreprise publique SNCF, des garanties statutaires, de la nécessité de lui donner les moyens de se développer, c'est-à-dire d'étendre le service public ferroviaire auquel ont droit l'ensemble des usagerEs du territoire. N'oublions pas que la piste des référendums d'entreprise a été ouverte par la très macronienne loi travail, avec pour objectif le contournement des organisations syndicales. Rien à voir avec la démocratie dans l'entreprise ou la démocratie ouvrière. Alors, bien sûr, le coup de pied au cul envoyé au patron d'Air France peut donner envie de bousculer les prévisions de départ en retraite de Pépy. Mais l'heure est plus à la consolidation de la grève, à décider dès le 14 mai de sa reconductibilité chaque jour pour permettre à toutes et tous de prendre la mobilisation en main et de s'adresser, de donner confiance aux autres secteurs mobilisés. Les cheminotEs ne gagneront pas seulEs. Personne ne gagnera sans les cheminotEs.

BIEN DIT

« Il faut bien convenir, pour le déplorer et s'en alarmer, que la politique d'un gouvernement israélien passé depuis des années à l'extrême droite représente aujourd'hui un danger pour les juifs du monde. Car sa volonté de faire de l'antisémitisme un simple avatar de l'antisémitisme provoque en retour et en miroir une assimilation de tous les juifs à la politique d'un État où le déni des droits des Palestiniens et la haine de l'Arabe tiennent désormais lieu de seul horizon idéologique. »

SOPHIE BESSIS (historienne),
le Monde, 4 mai 2018.

À la Une

Face au mépris du gouvernement, l'urgence est à renverser la vapeur

Nous y sommes: autour des manifestations des 22 et 26 mai, il faudra gagner ou reculer une nouvelle fois. Gagner par un mouvement qui ressemblerait le plus possible à une grève générale contre Macron. Ou encaisser une nouvelle défaite qui rendra encore plus difficile les prochains combats?

Macron ne compte rien céder, il l'a montré à nouveau dans les « négociations » avec les syndicats de cheminotEs. Il n'y a pas de victoire possible sans une élévation du rapport de forces, sans unité de la classe ouvrière. Cette unité s'entend de différentes façons: d'un côté entre les différents niveaux de conscience, depuis les jeunes et les salariéEs qui luttent déjà jusqu'aux catégories qui regardent, souvent avec sympathie, le mouvement. Autrement dit entre les jeunes qui ont bloqué les universités et cette frange qui s'interroge sur la tenue des examens, entre les cheminotEs qui défendent la grève reconductible et les autres qui « perlent la grève perlée » et attendent des négociations entre CFDT et gouvernement. De l'autre côté, une unité entre les différents secteurs professionnels, pour aller chercher touTEs ces salariéEs qui perçoivent la dégradation de leurs conditions de vie et de travail mais ne s'engagent pas encore dans la lutte, ou seulement par des mouvements sectoriels, dans les finances publiques, le 15 dans les hôpitaux ou le 22 dans la fonction publique...

Unité et radicalité

Mais il n'y a pas de victoire possible sans radicalité. Sans grève reconductible, on le voit à la SNCF, le mouvement subit les flux et les reflux. Sans assumer la confrontation avec l'appareil d'État, il n'y a pas de résistance aux assauts policiers. Sans auto-organisation, sans comités de grève élus, mandatés, centralisés, il n'y a pas de légitimité et de capacité à ce que le mouvement défende des positions politiques en direction des masses.

Le gouvernement sait inévitable la radicalisation des secteurs longtemps mobilisés, car celle-ci s'opère



spontanément dans la lutte. Il travaille donc à la division entre les secteurs radicaux et les secteurs plus attentistes, une séparation concrétisée dans la manifestation du 1^{er} Mai à Paris, entre secteurs radicaux qui perçoivent les enjeux de la lutte – derrière les autonomes – et salariéEs attachés à l'unité de leur catégorie sociale.

La tentation est forte de se contenter de son pré-carré car elle peut sembler plus « rentable » pour recruter, selon les cas, des militaires révolutionnaires ou syndicaux... mais elle ne donne pas de solution pour la victoire de la lutte.

Question de points de vue

Le but des militantEs est de travailler les interactions entre les différents niveaux de conscience. Pour citer Ernest Mandel, « les larges masses ne s'engagent dans la lutte de

classe, dont l'origine fondamentale remonte aux contradictions du mode de production capitaliste, que sur des « questions vitales » immédiates. Ceci vaut pour toute action de masse, même politique. »

Dans les syndicats, nous décelons donc les « questions vitales » pour mettre en mouvement, comme à Air France sur les salaires, à La Poste dans le 92, en Bretagne et en Gironde sur les réorganisations ou dans la santé contre les 960 millions volés aux hôpitaux sur fond de sentiment d'impossibilité de faire correctement son travail. Nous devons argumenter sur le fait que c'est le moment où jamais, que le gouvernement ne peut faire face à toutes les colères.

La tâche du parti, c'est encore et toujours de poser la question du pouvoir, c'est-à-dire d'orienter la colère contre le gouvernement Macron, contre l'État, contre la répression policière.

Une orientation globale qui se qui se décline en bataille pour l'unité de la classe, pour la grève générale et l'auto-organisation.

Dans les processus d'auto-organisation, on navigue entre toutes ces dimensions. Ce n'est pas toujours simple, parce qu'il faut composer avec différents courants politiques, syndicaux, différents niveaux de conscience et préoccupations. La ligne directrice consiste à orienter en permanence les secteurs les plus combattifs vers les masses: que les cheminotEs en grève discutent pour entraîner celles et ceux qui ne le sont pas, que les étudiantEs mobilisés posent la question des examens pour tout le monde, que les coordinations inter-gares, AG de lutte pour la grève générale et autres cadres se donnent comme objectif, avant tout, de convaincre toutes et tous d'entrer dans un mouvement pour gagner sur chaque revendication, en réalité pour infliger une défaite politique au gouvernement.

Vers une explosion sociale le 26 mai?

La donnée politique la plus frustrante est sans doute qu'on voit dans tout le pays une grande colère mais qu'elle ne se retranscrit pas dans une grève de masse, car beaucoup de salariéEs ne croient pas en la possibilité de gagner.

C'est pour cela que nous nous battons, depuis des mois, pour des journées qui centralisent la colère, pour de grandes manifestations où chacunE prend conscience de notre force collective. Si nous gagnons l'engagement réel des organisations syndicales à la manifestation du 26 mai, cela pourrait bien être le moment d'un mouvement d'ensemble contre le gouvernement Macron, le lancement d'une grève de masse pour renverser la vapeur.

Antoine Larrache

RETOUR SUR LE 1^{ER} MAI

Nous ne condamnons pas les « violences »

200 000 manifestantEs le 1^{er} Mai contre la politique de Macron. Mais une seule information dans les grands médias: les « violences » commises lors de la manifestation parisienne. Et une seule question: condamnez-vous ces « violences »?

Notre réponse est claire: non. D'une part, parce que ceux qui la posent n'ont aucune légitimité pour le faire. Les petits procureurs en charge du procès des violences urbaines sont en effet aux abonnés absents lorsqu'il s'agit de discuter et a fortiori de condamner la violence du système, la « violence des riches ». D'autre part, parce que même si nous ne partageons pas la stratégie de

ceux qui font le choix de s'en prendre à un McDo ou à un concessionnaire automobile lors d'une manifestation populaire, nous ne nous trompons pas d'adversaire.

Indécence

Il fallait les voir, toutes ces belles âmes qui s'empressaient de s'offusquer des « terribles violences » commises dans les rues de Paris le 1^{er} Mai, elles qui

n'ont jamais un mot pour parler des salariéEs qui souffrent, parfois meurent au boulot ou sont poussés au suicide à cause de leurs conditions de travail, des migrantEs qui se noient en Méditerranée en raison des politiques anti-migratoires de la France, de celles et ceux qui meurent de faim et/ou de froid dans les rues, des étudiantEs, manifestantEs, grévistes, zadistes violemment agressés par les « forces de l'ordre », ou encore des jeunes violentés ou tués par la police dans les quartiers populaires.

Il fallait les voir faire le procès des « terribles violences » commises dans les rues de Paris le 1^{er} Mai, et exiger de tout un chacun, notamment de notre camarade Philippe Poutou qui ne voulait pas rentrer dans le rang, qu'il s'en démarque, qu'il s'en désolidarise, qu'il les condamne, sans même se rendre compte de la vanité de telles exigences, et de leur portée tragique. Le

système capitaliste exploite, affame, spolie, blesse, tue des centaines de millions de gens, et l'urgence de l'heure serait de présenter ses condoléances aux familles des vitrines? Non merci.

Ne pas se tromper d'ennemi

Et l'on ne peut que regretter qu'ils soient particulièrement nombreux, à gauche, à avoir cédé à ces injonctions. Du PCF à LO, de la FI à la CGT, chacun, avec ses nuances, y est allé de sa petite formule, évoquant « l'alliance objective entre les casseurs et Macron », dénonçant la « confiscation de la manifestation du 1^{er} Mai » ou stigmatisant les « méthodes de l'extrême droite ». Cinquante ans après Mai 1968, les positions du PCF qui s'insurgeait à l'époque contre « les agissements, les provocations et les violences des groupes ultra-gauchistes, anarchistes, maoïstes, ou trotskystes, qui font le jeu de réaction » semblent toujours d'actualité.



Du Printemps de Prague à l'Automne des conseils ouvriers

Le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) avait subi, comme ceux de Hongrie ou de Pologne au début des années 1950, les procès et purges staliennes¹. Puis il était resté soumis à une stricte discipline, tout en ayant une implantation de masse. Au début des années 1960, les frondes intellectuelles se multiplient contre la censure alors que l'économie du pays connaît une chute de croissance. Les conflits au sein du PCT deviennent aigus. En janvier 1968 le réformateur Aleksander Dubcek est nommé à la tête du parti². Les réformes qu'il prône sont proches de celles qui s'appliquent alors en Hongrie – ou préconisées en URSS. Elles visent à autonomiser la gestion des entreprises en introduisant à la fois des prix de marché (pour les biens de

consommation) et des stimulants monétaires pour encourager les directeurs à réduire les coûts. Une aile autogestionnaire du PCT (notamment impulsée par Jaroslav Sabata) prône l'introduction de conseils ouvriers. Mais la nouvelle loi en limite étroitement la portée. L'aile Novotny (dirigeant conservateur du PCT) cherche à consolider son poids parmi les travailleurEs en dénonçant les effets probables de telles réformes (augmentation du coût de la vie et pressions sur l'emploi) – en se sentant en fait elle-même menacée dans la stabilité de ses privilèges. Et c'est pour lutter contre l'hostilité des travailleurEs que les réformateurs ouvrent les vannes de la libéralisation politique.

Le « Printemps de Prague » s'engouffre dans les promesses d'un « socialisme à visage humain » : il touche tous les secteurs de la société – sans respecter les bornes des réformes d'en haut. Fin juin,

des conseils ouvriers se mettent en place dans quelques entreprises phares, comme l'usine CKD où s'élaborent des « statuts de l'autogestion ». Le syndicat officiel (ROH) soutient cette dynamique, encouragée par l'aile autogestionnaire du PCT. Un congrès extraordinaire du PCT se prépare – ainsi que des congrès régionaux. Mais un long document, *Les deux mille mots*, écrit par Ludwik Vaculik, exprime la défiance d'une partie de l'intelligentsia envers l'appareil réformateur. C'est précisément cette effervescence qui inquiète Brejnev en URSS, et les dirigeants des partis du Pacte de Varsovie.

Le 21 août 1968, 50 000 soldats des troupes du Pacte de Varsovie entrent dans Prague. Les dirigeants du PCT sont emmenés à Moscou où ils signeront un « protocole » justifiant l'intervention. Mais une extraordinaire résistance freinera la « normalisation » : au « Printemps de Prague » succède un

Automne. Les jeunes créent un comité d'action inter-facultés ; sous l'impulsion notamment de Petr Uhl et du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire tchécoslovaque, ils s'adressent aux travailleurEs pour résister ensemble. Des centaines de conseils ouvriers se mettent en place. Ils convoquent une réunion nationale en janvier 1969, sous l'occupation ! Leurs propositions sont prises en compte mais radicalement édulcorées par le gouvernement Dubcek... Le mouvement poursuit son extension jusqu'en juin 1969 puis s'essouffle avant d'être interdit en juillet 1970 (Dubcek lui-même avait été éliminé en avril 1969).

Catherine Samary

1 – Le film *l'Aveu*, de Costa-Gavras, s'inspire du récit d'Arthur London un des survivant du « procès de Prague ».

2 – Cf. le dossier de Charles-André Udry et Anna Libéra sur le site: <https://alencontre.org/societe/histoire/tchecoslovaquie-1968-le-printemps-du-%c2%absocialisme-a-visage-humain%c2%bb-1.html>

Le chiffre

+13,9%

C'est la hausse des rémunérations des patrons du CAC 40 en 2017. Ils ont touché en moyenne chacun 5,07 millions d'euros. Ce n'est pas la crise pour tout le monde.



Agenda

Samedi 12 mai, manifestation en soutien à la marche du retour en Palestine, Paris. À 15h, place de la République.

Lundi 14 mai, « Et si on parlait grève générale! », Paris. Meeting organisé par le Front social. À 19h, Annexe Varlin de la Bourse du travail, 85, rue Charlot.

Mardi 15 mai, manifestations du secteur de la santé.

Du samedi 19 au lundi 21 mai, fête de Lutte ouvrière, Presles (95).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

EXIT TAX

Macron donne le permis à l'évasion fiscale!

Après la suppression de l'ISF (impôt sur la fortune), les baisses de cotisations en lieu et place du CICE, la mise en place du prélèvement forfaitaire unique pour les revenus du capital, Macron, pour fêter sa première année au pouvoir, offre un nouveau cadeau, et pas des moindres, à ses amis les plus riches. Sous prétexte qu'elle serait inutile, qu'elle ne rapporterait pas grand-chose et surtout qu'elle contraindrait la liberté d'entreprendre, il a en effet décidé de supprimer l'exit tax, dispositif, certes à minima, luttant contre l'évasion fiscale.

Les ultra-riches toujours gagnants

L'exit tax a été créée en 1999, abrogée en 2004, et réinstaurée en 2011 par Sarkozy et renforcée par Hollande. Elle a pour but de « freiner » l'évasion fiscale. En cas de changement de domicile fiscal en dehors de la

Lors d'une interview au journal des millionnaires étatsuniens Forbes, dont il fait la « Une », Macron a annoncé la suppression de l'exit tax en 2019. Une taxe mise en place sous Sarkozy pour lutter contre l'évasion fiscale.

France, les « évadés fiscaux » doivent s'acquitter d'une taxe sur leurs plus-values mobilières (quand ils vendent leurs actions ou leurs entreprises), mais seulement pour ceux qui ont un patrimoine mobilier supérieur à 800 000 euros ou au moins 50% du capital d'une entreprise. On notera que si ces ventes se font huit ans après leur départ, les évadés fiscaux sont exonérés, qu'il existe des sursis de paiement et que cette taxe a, au total, concerné moins de 500 foyers entre 2011 et 2014... Bref pas de quoi réellement empêcher l'évasion fiscale et crier au loup. Mais même cela, c'en est trop pour Macron et ses amis les ultra-riches. Les mêmes qui ont bénéficié de la politique fiscale et économique de ces 12 derniers mois. Légale ou pas, l'évasion fiscale est un

fléau qui aggrave les déficits et sert d'argument à l'affaiblissement des services publics et de la protection sociale. Plutôt que de s'en prendre aux cheminotEs ou aux retraitéEs, le gouvernement devrait mener une lutte sans merci contre l'évasion fiscale des ultra-riches et des multinationales. Mais en supprimant l'exit tax, c'est tout le contraire qu'il fait.

Une politique favorisant la fraude et l'évasion fiscale

Supprimer l'exit tax revient à dire : « Évadez-vous, vous ne craignez rien ». Avec cette suppression, le maintien du verrou de Bercy, la création du droit à l'erreur, le vote du secret des affaires, la poursuite de la suppression massive d'emplois aux finances publiques et en particulier

dans le contrôle fiscal... on ne lutte pas contre l'évasion ni la fraude fiscale, bien au contraire ! Car la priorité de ce gouvernement est la « compétitivité » du pays, et pour favoriser cette « compétitivité », il entend favoriser les ultra-riches. Pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale, il faudrait mettre réellement fin au secret bancaire et interdire de réaliser une quelconque transaction avec un paradis fiscal. Le non-respect de cette interdiction devrait être assorti de sanctions très lourdes, jusqu'au retrait de la licence bancaire et au paiement de lourdes amendes. Mais au-delà, il y a nécessité de socialiser le secteur bancaire. Sans cela, la lutte contre la fraude fiscale n'est, pour l'essentiel, que du vent...
Joséphine Simphon

NO COMMENT

« En 68 la révolte respirait la littérature et la philosophie : Sartre, Deleuze, André Breton, Althusser. Ils étaient sur les murs, dans les slogans et les discours. Je peux me tromper mais je ne sache pas qu'à Tolbiac on cite Edgar Morin, ou Arthur Rimbaud chez les zadistes. »

RÉGIS DEBRAY, *l'Express*, 2 mai 2018.

Nous sommes convaincuEs que seul un mouvement de masse, impliquant des millions de personnes, pourra faire reculer Macron. En ce sens, les actions violentes minoritaires ne sont pas, pour nous, à l'heure actuelle, au menu. Il s'agit plutôt de convaincre, largement, de la légitimité de nos luttes, de les organiser, et de favoriser la participation du plus grand nombre. Mais contrairement à ceux qui se sont empressés de condamner les « violences » du 1^{er} Mai, nous n'avons pas de problème à affirmer que celles et ceux qui ont « cassé » ne sont pas nos ennemiEs.

Notre force, c'est notre nombre

Il faut lire et entendre celles et ceux qui sont désormais une force sociale et, ne leur en déplaise, politique, qui compte. Les vitrines brisées et les véhicules incendiés ne sont pas la conséquence d'une volonté de pure destruction, mais

d'une vision du monde qui pousse à engager physiquement, militairement, l'affrontement avec l'État et le capitalisme. Quitte à abandonner aux « réformistes » et autres « mous », et c'est ici que les désaccords commencent, les millions qui n'y sont pas prêts et qui, telle est la différence avec Mai 1968, ne considèrent pas qu'une telle confrontation est aujourd'hui légitime. Dans les milieux autonomes eux-mêmes, la discussion est ouverte. En témoignent les points de vue publiés sur le site paris-luttes.info, qui critiquent la dérive avant-gardiste et minoritaire de certainEs animateurEs du cortège de tête. Chacun a en effet conscience que les milliers, souvent jeunes, qui ne se reconnaissent plus dans les défilés syndicaux traditionnels, sont partie intégrante des luttes en cours, et que les exclusives ne sont guère à l'ordre du jour. Notre force, c'est notre nombre, et nous devons refuser que l'État et

ses appareils idéologiques tracent la frontière entre les bons et les mauvais manifestantEs. Sans sectarisme, sans opportunisme, mais avec la conviction maintenue que si nous luttons, c'est pour gagner. Pas pour se faire peur ou pour se faire plaisir, mais pas davantage pour se contenter de stratégies et de formes d'actions qui ont fait la preuve de leur seule capacité à mener à des échecs répétés.
Julien Salingue



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MANIFESTATION DU 5 MAI Un cortège chaleureux, mais pas de saut qualitatif

La date du 5 mai est bien tombée, elle correspondait à un vrai besoin pour celles et ceux, nombreux, qui éprouvaient le sentiment de s'être fait voler la manif du 1^{er} Mai à Paris, et même au niveau national, via les médias qui n'ont parlé que des violences...

Le 5 mai était donc l'occasion de se retrouver, de reprendre la rue, avec le plaisir de partager nos colères et notre révolte : un carburant indispensable à la poursuite de la mobilisation. C'est ce qu'ont fait, en particulier, les cortèges de jeunes et de salariéEs en lutte, étudiantEs, cheminotEs, postierEs, hospitalierEs...



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Convergence face au gouvernement

La manif n'a pas fait « sa fête à Macron », mais personne ne pensait que ce défilé serait de taille à bousculer Macron et son gouvernement au vu de l'état des mobilisations. Par contre, elle a posé un jalon, dans la continuité des grèves en cours, mais aussi du vote des salariéEs d'Air France qui viennent de dégager leur PDG malgré le rouleau compresseur idéologique qui voulait démontrer que les grévistes d'Air France n'étaient qu'une minorité d'énervéEs mettant en danger l'entreprise. Elle a aussi permis à des salariéEs de secteurs qui peinent encore à se mobiliser d'être présents, et de se saisir de l'occasion de dire leur opposition à ce gouvernement.

L'opposition au gouvernement était bien le point de convergence de celles et ceux qui se sont retrouvés dans la rue samedi dernier. Mais cela n'écluse pas pour autant le débat politique, bien au contraire. Alors que le cadre ayant organisé la manifestation se voulait large et pluriel, des anciens de Nuit debout au NPA en passant par des éluEs de La France insoumise et quelques structures syndicales comme l'URIF CGT ou Sud Poste, la manifestation a affiché un visage bien monolithique. Non seulement La France insoumise a distribué de manière très incitative ses pancartes au départ du cortège, mais ses éluEs, plantés sur leur bus, ont passé la manif à haranguer la foule hors de tout cadre unitaire.

Unité du mouvement, radicalité des perspectives

Cette attitude – qui en a exaspéré plus d'un – ressemble à un petit hold-up. Pour le NPA, elle exprime des désaccords. D'abord sur la stratégie – la nécessaire unité de tout le mouvement social et politique pour remporter une victoire – et, au-delà, sur les perspectives à donner au combat contre Macron. Pour la FI, la période est à la dénonciation du gouvernement avec principalement pour objectif de préparer de prochains succès électoraux, pour une alternance dans les urnes. Pour nous, mais aussi pour nombre de salariéEs, engagés dans la lutte pour bloquer les réformes de Macron ou qui se demandent si c'est le moment de le faire, l'agenda n'est pas électoral. Macron le répète à chaque occasion, il ira jusqu'au bout de son projet, et la seule manière de l'en empêcher est de créer une situation de blocage – ici et maintenant – par la grève, l'occupation de la rue et de tous les espaces publics, pour discuter enfin des réels besoins du monde du travail et des moyens de les satisfaire.

Soit l'exact opposé de la politique de Macron et de ses prédécesseurs : ne pas laisser le pouvoir de décision entre les mains d'une minorité de possédants coupés de la vie du reste de la population, exproprier les banques qui vivent de la dette, donner le pouvoir de décision aux salariéEs qui produisent les richesses, mettre l'économie et la société sous le contrôle de la population. Des questions que le NPA veut aussi mettre en discussion dans les AG de grève, les universités en lutte et tous les espaces de mobilisation.

Cathy Billard

SNCF Les enjeux écologiques de la grève des cheminotEs

Les cheminotEs sont en grève avant tout pour défendre des acquis sociaux, l'unicité de l'entreprise et leur attachement au service public, et nous sommes solidaires. Mais l'issue de leur grève conditionnera également la réussite ou l'échec d'une politique de lutte contre le réchauffement climatique et la disparition de la biodiversité.

Les gaz à effet de serre (GES) dus aux activités humaines sont le CO₂ (26%), l'ozone (8%), le méthane et les oxydes nitreux (6%). Les transports représentent 13% du CO₂ émis, un chiffre en expansion vu la dépendance considérable de ce secteur aux énergies fossiles, la place prise par la mobilité des personnes et des biens dans les pays développés et son extension dans les pays dits émergents ou en développement.

La place du rail dans le transport voyageurs en Europe

Les voitures représentaient 83,4% du transport de passagers à l'intérieur de l'UE en 2014, les autocars, autobus et trolleybus 9,1%, les trains 7,6%. Près des 3/4 (72%) de l'ensemble des déplacements ferroviaires (nationaux et internationaux) dans l'UE (à l'exclusion de la Belgique et des Pays-Bas) ont été effectués dans les quatre plus grands États de l'Union. La France et l'Allemagne représentaient ensemble, en 2014, 42% des déplacements ferroviaires nationaux au sein de l'UE et 72% des déplacements ferroviaires internationaux¹. En 2015, la France, parce qu'elle a encore un monopole de service public, a affiché un nombre de passagers-kilomètres internationaux



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

parcourus plus de deux fois supérieur à celui de l'Allemagne, qui a elle-même enregistré un chiffre représentant plus de deux fois celui du Royaume-Uni. Ce résultat dû au service public du rail pourrait être meilleur si la France ne consacrait pas près de 76% des dépenses de transports à la route, 8% au transport ferroviaire, 6% aux transports collectifs (urbains et en car), 7% au transport aérien, le reste aux transports fluvial et maritime². La France est le plus important contributeur au transport ferré voyageur en Europe, et le seul parmi

les quatre grands pays à ne pas avoir encore privatisé le transport voyageur. Tout va donc dépendre du conflit en cours et des décisions politiques qui en résulteront : augmenter considérablement la part du service public de transport ferroviaire voyageur et fret, ou laisser le marché capitaliste faire les choix à l'image du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

Passé sous la barre des 10% des marchandises transportées, le fret ferroviaire est quant à lui menacé avec la réforme Macron. Et pourtant, même si l'objectif devrait être de

réduire drastiquement la circulation de marchandises, le rail est la voie à privilégier pour transporter celles dont on a réellement besoin.

Pour un service public des transports ferrés

Nous savons que le rail est plus écologique que les gros consommateurs d'énergies fossiles et d'infrastructures que sont les autres modes de transport. Mais cela ne suffit pas. Il faut garantir son développement, son extension et la possibilité pour les couches sociales les plus pauvres de pouvoir y accéder, en rendant gratuits une partie des déplacements. C'est l'objectif de la pétition nationale « pour un plan B écolo et social à la SNCF »³ qui développe les dix mesures à prendre d'urgence pour les transports : priorité au fret ferroviaire, refus de supprimer 9000 km de lignes, gratuité dans les TER, retour aux trains de nuit (alternative à l'avion), participation des cheminotEs et des usagerEs aux décisions, priorité aux trains locaux sur les TGV...

En fonction de l'issue de la grève des cheminotEs, un grand pas peut être franchi pour développer le rail. Ou alors nous perdrons une grande capacité à réduire les gaz à effet de serre.

Commission nationale écologie

1 – Chiffres d'Eurostat

2 – Chiffres clés du transport, édition 2017, <https://www.assisesdelamobilite.gouv.fr/file/1256/download?token=ifbXmfOW>

3 – <https://www.politis.fr/articles/2018/03/pour-un-plan-b-ecolo-et-social-a-la-sncf-38454/>

MARCHE VINTIMILLE-LONDRES

Soutien aux migrantEs et sans-papiers

Alors que la loi scélérate « asile-immigration » a été votée par l'Assemblée en première lecture et que son adoption définitive ne dépend plus que de sa ratification par le Sénat au début du mois prochain, toutes les opportunités doivent être saisies pour faire monter la mobilisation et mettre en échec le gouvernement.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Après avoir animé le début de la manifestation du 1^{er} Mai à Paris, les collectifs de sans-papiers d'Île-de-France étaient toujours mobilisés le 5 mai à la manifestation « Pot au feu », nombreux et dynamiques pour dénoncer la loi asile-immigration. 10 000 tracts d'appel à la Marche des solidarités le 2 juin ont été distribués. Rappelons qu'à ce jour aucun appel des organisations et partis politiques n'existe, et qu'il est encore temps de recueillir des signatures de soutien à la manifestation.

À Bayonne le 1^{er} Mai, à l'appel de l'organisation basque Bizi, 1000 personnes ont défilé derrière une bannière « Etorkizuna » (« Eux c'est nous », en basque). Une liste de 33 305 noms de mortEs aux portes de l'Europe a été accrochée aux grilles de la sous-préfecture. Un appel à organiser des rassemblements le 14 juillet, devant les centres de rétention partout en France, a été lancé.

Marche Vintimille-Londres, c'est parti !

Depuis le 30 avril, des marcheurEs solidaires ont entamé le long périple de 2700 kilomètres qui les mènera jusqu'à Londres le 8 juillet. Initiée par l'Auberge des migrants et la Roya citoyenne, cette marche a pour objectif de sensibiliser sur le sort des migrantEs en Europe.

Tout au long des 60 étapes (voir le détail sur le blog de l'Auberge des migrants ou de la Roya Citoyenne), les marcheurEs entendent rencontrer des relais locaux, des citoyenEs, et des collectifs d'aide aux réfugiéEs. Parmi les étapes prévues, Nice, Marseille, Lyon, Dijon, Paris, Lille, Calais. Il s'agit de s'emparer de cette

marche pour créer un événement à chaque étape : aller collectivement à la rencontre des marcheurEs, alerter la presse régionale, organiser des débats, des projections, des concerts, des fêtes, des repas villageois conviviaux etc. Toutes ces propositions vont dans le sens de ce que recherchent les organisateurs. Cela peut être l'opportunité à saisir pour redynamiser le mouvement

en créant de nouveaux collectifs... Que mille fleurs s'épanouissent et que cent écoles rivalisent !

Avec les sans-papiers et migrantEs

Les collectifs de sans-papiers d'Île-de-France, l'Union nationale des sans-papiers et la Coalition internationale des sans-papiers et migrants on décidé de rejoindre la marche

à partir de l'étape parisienne du 17 juin. Une manifestation d'accueil et un concert sont prévus dans la capitale avant de reprendre la route. Les sans-papiers y défendront leurs propres revendications : régularisation pour touTtes, ouverture des frontières, liberté de circulation et d'installation, fermeture des CRA (Centres de rétention administrative).

Ouvrez les frontières !

Mais c'est sans doute à Calais, point d'orgue de la partie française de la marche, et poste frontière avec le Royaume-Uni, que s'exprimeront le plus la colère et l'exigence des centaines de migrantEs qui, pour certains, attendent depuis des années dans la misère et le dénuement de pouvoir franchir la Manche. Des contacts sont pris avec les organisations antiracistes britanniques pour que cette colère s'exprime au même moment au Royaume-Uni. Nous tiendrons informés nos lecteurEs de l'évolution de la mobilisation.

Alain Pojolat

ASIE Le nouvel enjeu coréen



En quatre mois, les dirigeants nord et sud-coréens ont repris la main sur Trump – et radicalement modifié la donne.

Donald Trump le clame : le retournement de situation en Corée est son œuvre, exclusivement son œuvre. Le durcissement constant des sanctions économiques contre le Nord et les menaces débridées d'intervention militaire ont bien évidemment pesé sur les choix de Séoul et de Pyongyang, mais l'ouverture, initiée en janvier-février dernier à l'occasion des jeux Olympiques d'hiver, a pris à contrepied la politique suivie par Washington et Tokyo, qui n'ont pas caché leur mécontentement.

Un tournant
Point d'aboutissement provisoire du processus alors initié, les deux présidents coréens se sont spectaculairement rencontrés sur la ligne de démarcation qui sépare les deux pays. La rencontre a été intégralement filmée et diffusée en direct au Sud, montrant les deux dirigeants en train de franchir le tracé de la frontière la main dans la main. L'impact de ce sommet a été considérable. La déclaration de Panmunjon, publiée à cette occasion, confirme qu'il s'agit bien d'un point tournant : elle engage une phase de transition qui devrait aboutir à la signature d'un traité de paix, plus de 65 ans après la fin de la guerre. Pour comprendre le soulagement de la population sud-coréenne (plus difficile à mesurer au Nord), il faut se rappeler que l'an dernier, elle craignait d'être victime d'un conflit

dévastateur provoqué par le bras de fer nucléaire entre Kim Jong-un et Donald Trump. Le président Moon Jae-in n'a jamais été aussi populaire (près de 80% d'opinions favorables selon des enquêtes).

Perspective d'un accord de paix
Le sommet intercoréen prépare la prochaine rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump. Washington semble s'inscrire dans sa dynamique. Trump n'a finalement pas eu d'autre choix que de reconnaître le fait accompli des jeux Olympiques d'hiver. Les priorités de la présidence changent. Le conflit avec la Chine se centre sur le plan économique ; l'hégémonie militaire US en Asie du Nord-Est a été réaffirmée, Pékin étant aujourd'hui très en retrait dans cette région – la tension militaire se déplace plus au sud, autour de Taiwan notamment où la flotte chinoise a mené des exercices

de grande ampleur. À part Tokyo, toutes les capitales occidentales font pression sur les États-Unis pour que le processus en cours ne soit pas sabordé – et Trump a déjà fort à faire sur le plan diplomatique avec la question de l'accord nucléaire iranien. Kim Jong-un a pris soin de se rendre à Pékin avant le sommet intercoréen pour rétablir des rapports plus coopératifs avec son grand voisin. La direction chinoise craint avant tout d'être marginalisée face à une initiative étatsunienne, et la perspective d'un accord de paix peut lui permettre de rentrer dans le jeu – il devra en effet être garanti par les puissances concernées, à commencer par la Russie, la Chine et le Japon.

Un chemin difficile
Le jeu géopolitique guerrier de l'an dernier s'est clos (on l'espère pour toujours), plutôt à l'avantage de Kim Jong-un et de Moon Jae-in. Une autre partie est engagée. L'enjeu est considérable (la fin d'un état de guerre), mais le chemin bien évidemment difficile. Trump veut la destruction du potentiel nucléaire nord-coréen. Kim pose la question de la dénucléarisation de la péninsule – ce qui n'est pas la même chose. Dans une déclaration, le syndicat sud-coréen des services publics et des transports KPTU, affilié à la confédération KCTU (Confédération coréenne des syndicats), s'est emparé de cette question, exigeant notamment le démantèlement au Sud des batteries de missiles antimissiles THAAD récemment implantées par les États-Unis et qui ont provoqué une relance de la course aux armements nucléaires. Malheureusement, à quelques exceptions près, la population et les forces de gauche du Sud restent spectatrices.
Pierre Rousset

TUNISIE Premiers bilans des élections municipales

Les électeurEs tunisiens qui ont été appelés aux urnes, dimanche dernier, afin d'élire les 7280 membres des 350 conseils municipaux du pays, ont boudé en masse les élections ! Le taux d'abstention, en effet, atteint 66,3%. Cela s'explique notamment par le décalage croissant entre le discours politique et la réalité des conditions de vie du plus grand nombre, l'aggravation de la corruption dans la sphère politique et l'absence d'une alternative politique crédible.

Les premiers résultats globaux font ressortir les faits suivants :
– L'ensemble des listes « indépendantes » obtiendraient environ 32% des voix exprimées,
– Le parti islamiste Ennahdha obtiendrait 28%, tandis que Nida Tounes n'obtiendrait que 21%.
– L'ensemble des autres partis réuniraient 19% des voix, avec un Front populaire qui n'obtiendrait que 5,9%.



Victoire des listes « indépendantes »
La grande surprise des élections est la victoire des listes « indépendantes ». Un phénomène à nuancer, car certaines de ces listes ne sont pas réellement indépendantes des partis politiques ; environ une cinquantaine sont conduites par des membres du Front populaire, et beaucoup d'autres seraient assez proches du parti Ennahdha. Toutefois, le plus grand nombre de ces listes est l'expression de réalités locales. L'autre enseignement de ces élections est le retour du parti Ennahdha à la première place, qu'il avait perdue lors des élections de 2014 au profit du parti de Nida Tounes qui accuse, quant à lui, un très net recul par rapport à 2014.

Mis à part ces deux partis, aucun autre n'arrive à émerger du lot, notamment le Front populaire (FP) qui n'arrive pas à « accrocher » les électeurEs et peine à percer malgré des conditions politiques qui lui sont assez favorables. Par ailleurs, l'analyse des résultats des élections municipales, à la lumière des résultats des élections précédentes de 2011 et 2014, fait apparaître les indications suivantes :
– Le parti Ennahdha n'arrive pas à freiner son recul entamé après les élections de 2011. À cette époque il avait obtenu 1,4 million de voix, puis 0,9 million en 2014. Dimanche dernier, il n'a obtenu que 400 000 voix. Nida Tounes connaît lui aussi le même sort : de 1,2 million de voix obtenues lors des élections de 2014, il n'en conserve que 350 000.
– Le FP conserve quant à lui le même nombre de voix que lors des élections législatives de 2014 : environ 150 000 voix, sachant qu'il n'a présenté que 120 listes aux élections municipales, sur un total de 350 municipalités.

Paysage politique instable
Le paysage politique post-révolutionnaire demeure assez instable, tout en souffrant cruellement de l'absence d'une alternative politique capable de redonner espoir aux classes populaires pour les mobiliser autour d'un programme de sauvetage économique et social pour freiner l'enlisement de la Tunisie dans la crise, et d'entamer un début de sortie de l'impasse actuelle. Le FP peut jouer un rôle déterminant dans ce processus de redressement économique et social de la Tunisie, à condition de corriger, bien avant les prochaines élections législatives prévues en 2019, ses multiples dysfonctionnements organisationnels, clarifier sa vision politique, élaborer un plan d'action axé sur les tâches urgentes et agir de manière constante et cohérente.

Fathi Chamkhi (député et membre dirigeant du Front populaire et de la Ligue de la gauche ouvrière)
1 – 897 listes « indépendantes » sur un ensemble de 2173 listes.

NUCLÉAIRE IRANIEN Poker menteur diplomatique au risque du pire

C'est le 12 mai que Trump fera connaître la décision des USA concernant l'accord JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action,) signé à Vienne le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne. Par ce texte, l'Iran renonçait à se doter de l'arme nucléaire avec, en contrepartie, la levée des sanctions économiques.

Trump ne cesse de répéter que cet accord est une erreur et que les USA ne peuvent le respecter que si leurs alliés européens remédient, d'ici au 12 mai, à ses « terribles lacunes ». Un tel retour en arrière pourrait avoir de lourdes conséquences, une exacerbation des tensions au Moyen-Orient aux rebondissements internationaux imprévisibles desquels on ne peut exclure un affrontement militaire entre l'Iran et Israël.

Netanyahou pousse au crime
À treize jours de la décision des États-Unis, Netanyahou a tenu à exprimer sa complicité avec Trump en organisant une théâtrale mise en accusation de l'Iran. Netanyahou n'avait rien de nouveau à révéler : seule comptait la mise en scène et la dramatisation pour démontrer qu'« après l'accord, l'Iran a continué à préserver et à étendre son savoir-faire nucléaire pour utilisation future », et ainsi justifier les positions de Trump. Pourtant, fin mars, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Gadi Eizenkot, jugeait que « l'accord, malgré tous ses défauts, fonctionne et reporte la réalisation de la vision

nucléaire iranienne de dix à quinze ans ». De son côté, l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) certifie que Téhéran respecte l'accord. Un nouveau mensonge des deux « menteurs maffieux », pour reprendre le qualificatif de l'ex-patron du FBI James Comey à propos de Trump, dont la seule méthode de négociation est l'exacerbation des tensions, le bluff et la menace du pire.

À la recherche d'un accord régional ?
« L'accord nucléaire n'est en aucune manière négociable. [...] L'Amérique commettra une erreur si elle sort de l'accord nucléaire ; elle en aura des remords historiques » réplique Rohani, le président iranien. Il rejette toute « renégociation » qui supposerait, au préalable, une remise en cause de l'accord.



Les USA savent que l'Iran ne peut plier, et rien ne dit que Trump ne trouvera pas une porte de sortie après avoir affiché sa fermeté. Les USA n'ont pas intérêt à pousser le bras de fer diplomatique trop loin. Leur préoccupation est de renégocier un rapport de forces avec l'Iran, mais aussi avec la Russie et la Chine, avec en toile de fond la Syrie, le Moyen-Orient, sans oublier la Corée. Autour de ces questions, ce sont les rapports entre les grandes puissances et leurs alliés dans le nouveau désordre mondial du capitalisme financier globalisé qui se négocient. Macron, lors de sa visite à Washington, n'avait d'autre préoccupation que d'offrir à Trump une porte de sortie en proposant « un nouvel accord », maintenir le JCPOA en le prolongeant au-delà de dix ans ; discuter du programme balistique de Téhéran ; parvenir à établir les conditions d'un accord régional. Une porte de sortie qui n'en est pas une, parce qu'inacceptable par Téhéran, et qui n'avait pour fonction que de permettre à Macron de faire mine de se différencier de Trump. Mais la France, ainsi que l'Allemagne, seront contraintes de s'aligner sur les USA. Le 12 mai, d'une façon ou d'une autre, Trump va rouvrir les négociations pour rétablir un rapport de forces en faveur des USA et, quoi qu'il en soit, au risque du pire...
Yvan Lemaitre



13 MAI 1968 DÉBUT D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE PROLONGÉE

Après avoir évoqué, la semaine passée, les événements qui se sont déroulés du 3 au 10 mai 1968 dans le quartier Latin à Paris, nous poursuivons notre série consacrée au cinquantième anniversaire de Mai 1968 en revenant sur une date particulièrement symbolique, le 13 mai, début de la plus grande grève générale de l'histoire de France.

MAI 1968 AVANT MAI

L'explosion sociale de mai-juin 1968 ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. En effet, si personne ne pouvait pronostiquer qu'une mobilisation de cette ampleur se développerait à ce moment précis, nombre de conditions étaient réunies pour qu'un tel événement se produise, et les signes avant-coureurs étaient nombreux.

La situation internationale était alors marquée par l'escalade US au VietNam, dont l'objectif dépassait de très loin les seuls enjeux « locaux ». Il s'agissait en effet d'imposer une défaite majeure aux mouvements d'émancipation dans le monde, galvanisés par les victoires des luttes anticoloniales après la Seconde Guerre mondiale, entre autres en Algérie. L'enjeu était d'ailleurs bien compris par celles et ceux qui, notamment dans les pays impérialistes, se mobilisaient contre l'escalade US. Ainsi que l'écrivait Pierre Rousset dans *L'Anticapitaliste* daté du 1^{er} février 2018, « les racines de la radicalisation de la jeunesse des années 1960 sont diverses, mais la mobilisation contre l'escalade impérialiste au Vietnam constitue l'élément fédérateur le plus manifeste. »

Du Têt à Nanterre

Au début de l'année 1968, l'offensive du Têt lancée par les forces de libération connaît un écho international considérable et les mobilisations de soutien sont nombreuses, entre autres à Paris où de premiers affrontements ont lieu avec les forces de police. C'est d'ailleurs, élément souvent oublié, une action de soutien à la lutte du peuple vietnamien qui donnera naissance, indirectement, au mouvement du 22 mars à l'université de Nanterre. Le 20 mars, une action est ainsi menée contre le siège de l'American Express à Paris, à la suite de laquelle 6 jeunes sont interpellés, dont Xavier Langlade de la JCR, étudiant à Nanterre. Le mouvement du 22 mars se constitue en réaction à ces arrestations, dans une université déjà largement touchée par la contestation sociale et politique (voir *L'Anticapitaliste* daté du 22 mars 2018).

Le 11 avril, un attentat est commis à Berlin contre Rudi Dutschke, dirigeant du SDS (Union socialiste allemande des étudiants, proche du Parti social-démocrate). Dans son autobiographie *Une lente impatience*, Daniel Bensaïd raconte la suite : « Avec les anars, nous sommes partis aussitôt manifester devant l'ambassade d'Allemagne. Le petit cortège rechignait à se disperser. Une consigne transmise de proche en proche fixa un nouveau rendez-vous sur le Boul'Mich. Là, la police voulut s'interposer. Son intervention mit la petite troupe en fureur. À l'angle de la rue des Écoles, on fit projectile de tout : à la terrasse du Sélect Latin, verres, tasses, carafes, chaises, guéridons se mirent à voler. Les panneaux de signalisation furent renversés, les grilles de fonte arrachées au pied des arbres. C'était un de ces moments imprévisibles où la peur du képi et de la matraque s'évapore comme par enchantement. On se sent soudain invulnérable. On ne comprend qu'après coup ces signes imperceptibles qui annoncent un changement imminent du fond de l'air. »

De la Cinémathèque à la Sorbonne

D'autres événements font figure, a posteriori, de signes annonciateurs de l'explosion de mai-juin : multiplication des grèves témoignant



Des travailleurs en assemblée générale. DR

d'une radicalisation de la jeunesse ouvrière face à l'exploitation, contestation du carcan de la France gaulliste et de son ordre social réactionnaire, agitation sur les campus et dans les lycées, remise en cause de décisions autoritaires du gouvernement... L'« affaire Langlois » (voir *L'Anticapitaliste* daté du 28 mars 2018) est, à ce dernier titre, exemplaire. Cette mobilisation d'ampleur face au débarquement d'Henri Langlois, fondateur et directeur de la Cinémathèque française, par André Malraux, est en effet particulièrement significative d'un changement de l'esprit du temps. Une lutte de plusieurs semaines face au pouvoir, qui débouche non seulement sur une victoire (la réintégration de Langlois), mais aussi sur une décision particulièrement symbolique : le 22 avril, l'assemblée générale de la Cinémathèque décide de s'affranchir de la tutelle de l'État.

Les événements du 3 mai à la Sorbonne et dans le quartier Latin (voir *L'Anticapitaliste* daté du 3 mai) vont jouer un rôle de catalyseur de la mobilisation. Dès le lendemain, l'UNEF en appelle à la solidarité de l'ensemble du mouvement ouvrier : « La violence policière a réprimé sauvagement les étudiants dans la soirée du vendredi 3 mai : 593 arrestations, des centaines de blessés. Comme les ouvriers de Caen et d'ailleurs, les étudiants, les passants ont été frappés par une répression féroce. En effet, leur lutte est fondamentalement la même : les ouvriers refusent la société qui les exploite, les étudiants refusent une université qui tend à faire d'eux les cadres dociles d'un système fondé sur l'exploitation, parfois même les complices de cette exploitation. La presse réactionnaire vise à présenter le mouvement étudiant comme une révolte de jeunes privilégiés et cherche à nous couper de nos alliés naturels. La bourgeoisie sait en effet que c'est aux côtés des travailleurs et à leurs côtés seulement que les étudiants peuvent vaincre. Contre ce mur du mensonge, les étudiants doivent faire connaître à la population les mobiles de leurs combats. La bourgeoisie cherche à isoler et à diviser le mouvement ; la riposte doit être immédiate. C'est pourquoi l'UNEF propose aux syndicats enseignants et ouvriers de reprendre le processus unitaire qui s'est opéré dans les faits pendant la manifestation : ouvriers, lycéens et étudiants ont ensemble riposté spontanément avec l'UNEF face

à l'agression policière. Contre la répression policière, contre la presse réactionnaire, contre l'université bourgeoise, grève générale dès lundi et jusqu'à libération de tous nos camarades ! Participez massivement à la manifestation au quartier Latin à 18h30 lundi. »

Des barricades à la grève générale

L'appel ne sera pas immédiatement entendu, mais les manifestations se multiplient la semaine du 6 mai. Tous les soirs, des affrontements ont lieu entre, d'une part, étudiantEs réclamant la libération des interpellés, le départ des forces de répression du quartier Latin et la réouverture de la Sorbonne et, d'autre part, la police. Jusqu'à la « nuit des barricades » du 10 mai, qui sera un véritable tournant. La parole, là encore, à Daniel Bensaïd : « *Partie du vieux lion de Denfert, la manifestation de protestation contre la fermeture de la Sorbonne parvint au carrefour du Luxembourg, où elle hésita sans se résoudre à la dispersion. Soudain, des coups sourds. On déparait. Provocation ? Innovation ? Répétition symbolique spontanée d'un geste évoquant les glorieux précédents de la rue Saint-Merri, de la rue de la Fontaine-au-Roi (défendue par Varlin, Ferré et Jean-Baptiste Clément), de la rue Rampeau (où Lissagaray fit le coup de feu), du carrefour Ledru-Rollin (où tomba le député Baudin) ? Plusieurs fois, on eut le sentiment que la fougue allait s'éteindre avec la tombée de la nuit. Des tronçonneuses avaient pourtant surgi d'on ne savait où. Des arbres étaient abattus. Des voitures retournées, transformées en remparts, avec meurtrières et mâchicoulis. Les barricadiers rivalisaient d'imagination comme s'ils participaient au concours du plus bel édifice subversif, décorant les pavés de pots de fleurs, de calicots, de pièces de brocante. [...] Au petit jour, nous nous sommes retrouvés, avec Alain Krivine et un quarteron de rescapés exténués, les yeux rougis et larmoyants, dans la cour de l'ENS d'Ulm. Quelques normaliens maoïstes qui étaient partis, la veille au soir, se coucher en dénonçant cette tocade de "jardnage petit-bourgeois" émergeaient tout penauds de leurs rêves écarlates. Mai 68 avait commencé. » Trois jours plus tard, commençait la plus grande grève générale de l'histoire de France. **Julien Salingue***

LA PLUS GRANDE GRÈVE GÉNÉRALE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

En permettant la jonction du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier, la manifestation du 13 mai donna à ce dernier une nouvelle confiance en ses forces, ce qui aboutit à la plus grande grève générale que la France ait jamais connue.

La manifestation du 13 mai intervint dans un contexte de montée en puissance de la contestation ouvrière. Conforté par l'union syndicale entre la CGT et la CFDT, le mouvement ouvrier avait engagé une lutte de longue haleine contre «les ordonnances scélérates» de casse de la Sécurité sociale que le gouvernement avait mises en place en août 1967. Surtout, la période avait vu éclater des conflits radicaux, à l'exemple de la lutte des OS de la SAVIEM à Caen, qui avait rencontré un tel soutien populaire que la ville s'était trouvée en état d'insurrection en janvier 1968, ou encore les grèves très dures de la Rhodiaceta qui avaient touché les usines de Besançon, Lyon-Vaise et Saint-Fons en février-mars 1967. Le succès de la manifestation du 13 mai, mais aussi les jonctions qui existaient un peu partout entre étudiants et salariés, redonnèrent un nouvel élan à ces luttes ouvrières.

Entre 7 et 10 millions de grévistes

Le soir du 14 mai, les ouvriers de Sud Aviation de Bouguenais votaient la grève, occupaient l'usine et séquestraient la direction. Le lendemain, l'usine de Renault Cléon se mettait en grève et le mercredi 16 mai, la grève s'étendait dans les autres usines Renault, avant de faire tache d'huile, le 17 mai,

à la SNCF, à la RATP et à la poste. Le vendredi 18 mai, la grève se diffusait comme une trainée de poudre dans toutes les usines du pays et, le lundi 20 mai, elle sortait des usines pour se répandre dans l'ensemble des lieux de travail. Sans aucune consigne syndicale, la grève s'était ainsi diffusée par le bas et était devenue générale en moins d'une semaine. À partir du 21 mai, la France compta pendant deux semaines entre 7 et 10 millions de grévistes, la grève ayant atteint un tel niveau qu'il était devenu impossible de compter précisément les grévistes. Dans un pays qui comptait alors 15 millions de salariés, la grève était majoritaire, atteignant un niveau bien supérieur aux grèves de 1936 qui n'avaient sans doute jamais rassemblé plus de 2 millions de salariés. La grève n'était pas seulement ouvrière puisqu'elle concernait aussi bien les ouvriers que les employés, les cadres que les comédiens ou les journalistes de l'ORTF.

Haut niveau de radicalité

Les grèves de 1968 se caractérisèrent d'abord et avant tout par leur haut niveau de radicalité. Sous l'impulsion de jeunes ouvriers, mais aussi de jeunes ouvrières, les grévistes élaborèrent des revendications radicales qui, en dénonçant «l'usine-casernes», ne se limitaient

pas à réclamer des augmentations de salaire ou une diminution du temps de travail, mais remettaient radicalement en cause le système. Cette radicalisation était entretenue par les liens qui se tissèrent un peu partout avec le mouvement étudiant, malgré l'opposition de la CGT et du PCF, mais avec le soutien de la CFDT qui avait des relations étroites avec la direction de l'UNEF. Cette radicalité se trouva vite étouffée par la politique des directions syndicales, en premier lieu celle de la CGT qui refusait toute centralisation du mouvement. Malgré le caractère massif de la grève, celle-ci resta donc morcelée, entreprise par entreprise, sans jamais disposer d'une plateforme de revendications nationales. Par ailleurs, malgré le développement des idées autogestionnaires, les grévistes ne parvinrent pas, à de rares exceptions près, à établir un contrôle sur la production ou à se doter de coordinations locales et encore moins nationales. Dans ces conditions, la question d'un pouvoir ouvrier ne pouvait se poser et les directions syndicales ne voyait d'autre débouché que dans le cadre institutionnel, la CFDT travaillant au retour au pouvoir de Mendès France, tandis que la CGT optait pour la mise en place d'un gouvernement d'union de la gauche dans lequel le PCF aurait joué un rôle hégémonique.



Le 13 mai 1968 à Lyon. DR

Maigres acquis

Incapable de se poser comme prétendante au pouvoir, la classe ouvrière ne pouvait impressionner le gouvernement. Lorsque Pompidou réunit du 25 au 27 mai les directions syndicales au ministère des Affaires sociales, rue de Grenelle, il ne leur proposa que des miettes que les confédérations s'empêchèrent d'accepter. Refusant de céder sur les ordonnances de 1967 ou encore sur la retraite à 60 ans, le gouvernement ne consentit qu'à des augmentations de salaire qui peuvent paraître importantes (35% pour le SMIG et 10% pour les autres salaires) mais qui, en l'absence de toute échelle mobile des salaires, devaient être balayées en quelques mois par l'inflation. Pour le reste, le

gouvernement se contenta de reconnaître les sections syndicales d'entreprise mais se sentit suffisamment fort pour refuser le paiement des jours de grève. On comprend que dans ces conditions les grévistes aient pu rechigner à arrêter leur mouvement. Benoît Frachon et Georges Séguy purent s'en apercevoir lorsqu'ils se heurtèrent aux huées massives des ouvriers de Renault-Billancourt, auxquels ils présentèrent le 28 mai le protocole d'accord de Grenelle. De fait, la grève se prolongea dans la première semaine du mois de juin et la reprise du travail ne se fit que dans la deuxième quinzaine de juin, entreprise par entreprise, souvent de manière extrêmement violente, comme par exemple à Peugeot-Sochaux où les CRS attaquèrent

l'usine le 10 juin, ouvrant le feu et tuant deux ouvriers. Si la grève générale de mai 1968 ouvrit un cycle de très fortes luttes ouvrières, elle n'obtint donc aucun acquis fondamental, ce qui explique qu'elle ait pu aussi facilement disparaître des mémoires collectives. Mai 1968 fut en effet tué une deuxième fois, en étant progressivement réduit à un mouvement étudiant, voire même à une simple contestation «sociétale», alors que le mouvement fut d'abord et avant tout marqué par une grève générale qui porta à échelle de masse l'espoir d'une transformation révolutionnaire de la société, sans toutefois pouvoir aboutir en raison du verrou que faisaient peser les directions syndicales et réformistes.

Laurent Ripart

« UNE GRÈVE DONT L'AMPLEUR ET LA LOGIQUE POUSSAIENT LES MASSES ELLES-MÊMES À DÉBORDER LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES »

Extrait de Ernest Mandel, «Leçons de Mai 68», les Temps modernes, juillet 1968.

Il y a une preuve bien plus convaincante encore du fait que les travailleurs voulaient, eux aussi, aller plus loin qu'une simple campagne routinière «pour les salaires et de bonnes élections». C'est leur comportement partout où ils ont eu l'occasion de s'exprimer librement, où l'écran bureaucratique était ébranlé et tombé, où des initiatives ont pu se développer à partir de la base. On est loin d'avoir fait l'inventaire complet de ces expériences, mais la liste est déjà impressionnante : à l'usine CSF de Brest, les travailleurs décidèrent de poursuivre la fabrication, mais produisirent ce qu'ils estimèrent, eux, important, notamment des «walkie talkies» qui aidaient les grévistes et manifestants à se défendre contre la répression ; à Nantes, le comité de grève cherchait à contrôler la circulation vers et hors de la ville, en distribuant des permis de circuler et en bloquant par des barricades les accès à la ville. Il semble d'ailleurs que le même comité ait même émis des bons crédits acceptés comme



DR

monnaie par certains commerçants et cultivateurs ; à Caen, le comité de grève a interdit tout accès à la ville pendant vingt-quatre heures ; aux usines Rhône-Poulenc, à Vitry, les grévistes décidèrent d'établir des rapports d'échanges directs avec des cultivateurs, cherchèrent à étendre l'expérience à d'autres entreprises, et discutèrent du passage à la «grève active» (c'est-à-dire à la reprise du travail à leur propre compte et d'après leurs propres plans), tout en arrivant à la conclusion qu'il serait préférable de remettre cette expérience jusqu'au moment où plusieurs autres entreprises les suivraient dans cette voie ; aux Cimenteries des Mureaux, les ouvriers ont voté en assemblée générale la révocation du directeur. Ils ont refusé d'accepter la

proposition patronale de recommencer le vote. Le directeur en question a dès lors été renvoyé à une succursale de ces cimenteries où, par solidarité avec les gars des Mureaux, les travailleurs ont immédiatement déclenché une grève, la première dans l'histoire de cette usine ; aux piles Wonder, à Saint-Ouen, les grévistes ont élu un comité de grève en assemblée générale, et, pour manifester leur réprobation de l'orientation réformiste de la CGT, ils se sont barricadés dans l'usine et en ont interdit l'accès aux responsables syndicaux ; à Saclay, les travailleurs du centre d'énergie nucléaire ont réquisitionné du matériel de l'usine pour poursuivre la grève ; aux chantiers navals de Rouen, les travailleurs ont pris sous leur

COMMÉMORATION DE MAI 68



protection des jeunes vendant la littérature révolutionnaire, et ont interdit l'accès de l'usine aux CRS qui les poursuivaient et qui cherchaient à les arrêter ; dans plusieurs imprimeries parisiennes, les travailleurs ont soit imposé la modification d'une manchette (*Le Figaro*), soit refusé d'imprimer un journal (*La Nation*), quand le contenu était directement nuisible à la grève ; à Paris, le CLEOP (Comité de liaison étudiants ouvriers paysans) a organisé des convois de ravitaillement approvisionnés auprès des coopératives agricoles, qui distribuèrent les produits dans les

usines ou les leur vendirent au prix coûtant (poulets à quatre-vingts centimes, œufs à onze centimes, par exemple) ; chez Peugeot, à Sochaux, les travailleurs construisirent des barricades contre l'intrusion des CRS et chassèrent ceux-ci victorieusement de l'usine ; aux usines Citroën, à Paris, une première tentative, modeste et embryonnaire, est faite pour réquisitionner des camions en vue de ravitailler les grévistes ; cas peut être le plus éloquent : aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, les travailleurs ont occupé l'entreprise en refusant dix

jours durant de déposer un cahier de revendications immédiates, malgré la pression constante de l'appareil syndical. Lorsqu'on complètera cette liste, comment pourra-t-on contester qu'elle exprime la tendance spontanée de la classe ouvrière à prendre en main son propre sort et à réorganiser la société d'après ses convictions et son idéal ? Sont-ce là des manifestations d'une grève purement revendicative, d'une grève «quelconque», ou d'une grève dont l'ampleur et la logique poussaient les masses elles-mêmes à déborder les revendications immédiates ?

CONGRÈS DE FO Un syndicat coupé en deux

50,54 % : c'est le score du rapport d'activité de la direction de FO lors du 24^e congrès du syndicat, qui s'est tenu à Lille du 23 au 27 avril. Un chiffre qui ne tient pas compte des abstentions : près de 13 %. Depuis l'arrivée de Macron à la présidence, la confédération FO avait changé de tactique : participation assidue au dialogue social, coup de chapeau à Pénicaud...

Comme Mailly aime à le dire, ce congrès fut « rock and roll ». Durant tout l'été 2017, avec les premières fuites sur les ordonnances, de nombreux responsables syndicaux s'étaient inquiétés ou s'étaient fait l'écho des préoccupations des militantEs sur l'attitude de la confédération vis-à-vis du gouvernement. Cela s'était traduit lors du CCN (Comité confédéral national) de la fin septembre, rassemblant à la fois les secrétaires des fédérations et des unions départementales. Lors de ce CCN, le bureau confédéral avait renoncé à présenter sa résolution : une première.

«Le secrétaire général a vendu la classe ouvrière»

Au Congrès de Lille, ce fut un peu plus « cash ». Les syndicats ont envoyé des délégations avec un mandat clair : « Voter non au rapport d'activité ». À titre indicatif, les rapports avaient été votés largement lors des précédents congrès : 95 % ou 97 %. L'entièreté de la discussion du rapport d'activité est disponible en vidéo sur internet. Si l'on fait un peu de tri et que l'on ne se concentre pas que sur les « ténors » syndicaux, on retiendra l'intervention d'une camarade de Doux qui explique que « le secrétaire général a vendu la classe ouvrière à Macron et au Medef »...

Le nouveau secrétaire général, Pascal Pavageau, se retrouve dans une situation bien compliquée : FO coupée en deux, entre la base qui réclame l'unité d'action et la grève générale, et certaines fédérations comme la métallurgie, adeptes du « réformisme ».

Côté résolution, le rappel de « l'attachement » de FO à la Charte d'Amiens est une garantie donnée autant aux « réformistes » qu'aux « anars ». D'un autre côté, la résolution générale précise : « Le Congrès considère que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève. Il donne mandat à la Commission exécutive et au Bureau confédéral pour prendre toutes les dispositions et initiatives dans ce sens, y compris en lien avec toutes les confédérations syndicales, à la recherche de la plus grande unité possible. »

Au cours de la discussion, une militante des Côtes-d'Armor déclarait : « Il est temps d'entrer en résistance, il faut des positions claires ». Et il est plus que temps d'entrer en résistance, il est plus que temps d'organiser l'unité d'action, de réaliser l'unité de notre classe.

François-Joseph Tuc

SNCF Statut cheminot : pourquoi tant de haine ?

Le statut cheminot fait l'objet de toutes les attentions du gouvernement : à entendre certains, il serait responsable de la dette de la SNCF ou encore empêcherait le rail de devenir « concurrentiel », etc.

Plusieurs études démontrent pourtant que la fin du statut ne représenterait qu'une « économie » de 100 à 150 millions d'euros sur dix ans (à rapporter aux 210 millions de dépenses de communication annuelles de la SNCF...) Selon le magazine *Capital*, il serait même plus coûteux de supprimer le statut que de le conserver.

À propos du fameux « statut »

Peu importe en réalité. Ce qui motive le gouvernement, c'est d'en finir avec un statut qui offre une certaine garantie de l'emploi. Pour les défenseurs du pacte ferroviaire, les cheminotEs sont coupables d'avoir un « emploi à vie », ce qui, de leur point de vue, est considéré comme un gros mot, une aberration. Tout d'abord, le statut n'empêche pas les suppressions de postes (30 000 en vingt ans) ni les licenciements (environ 440 par an). Si on ajoute à cela les démissions, ruptures conventionnelles et autres départs volontaires, ce sont 2000 cheminotEs qui quittent l'entreprise chaque année.

Et pour les nouveaux et nouvelles embauchés, qui ne devraient plus être au statut à partir de janvier 2020 si le Pacte ferroviaire devait passer, l'entreprise a largement pris les devants. Il y avait 6500 contractuels en 2005, dix ans plus tard, ils sont 15 000. Et tout ça, sans compter l'explosion des contrats d'intérim (+ 84 % en trois ans) ou des CDD. La suppression du statut est d'un certain point de vue une conséquence de la loi travail de 2016, qui facilite les licenciements et veut en finir avec le CDI. L'objectif global est de mettre en place une forme de contrat de travail qui soit un CDD sans limite de durée. En Suède ou au Danemark, on appelle ça la « flexisécurité », et Macron

ne cache pas son intérêt pour ces « modèles ».

Macron a donc besoin d'en finir avec le statut des cheminotEs, pour deux raisons principales : il serait difficile de justifier une nouvelle attaque contre le CDI pour l'ensemble des salariéEs si une partie d'entre eux bénéficie encore d'un statut considéré comme avantageux avec la « sécurité de l'emploi ». Et par la même occasion, en voulant casser le statut cheminot, Macron tente d'imposer une défaite à un secteur combatif de la classe ouvrière... pour pouvoir mieux attaquer l'ensemble des travailleurEs par la suite.

LES NOUVEAUX GILETS ROUGES DE LA GARE MONTPARNAISE



La défense du statut cheminot dépasse donc la seule défense d'un intérêt corporatiste, catégoriel. D'une certaine manière il concentre ce avec quoi le gouvernement et le patronat veulent en finir. Cela en fait donc un enjeu important dans la lutte en cours, et cette compréhension explique en partie la sympathie que suscite la lutte des cheminots parmi la population.

Le chantage de la dette

Il suffit de regarder la télévision pour voir que la dette de la SNCF est un « truc pour faire peur ». Quand un journaliste ou un politicien l'évoque, il fait tout de suite les gros yeux, il change de ton, commence à trembler, manque de s'étouffer. En fonction des jours, la dette oscille entre 45 et 55 milliards d'euros, et ça fait tout de suite froid dans le dos. La dette de la SNCF, c'est l'argument massue pour justifier le pacte ferroviaire, supprimer des

milliers de kilomètres de lignes, ouvrir à la concurrence, tailler dans les effectifs cheminots, dézinguer le statut. Bref, c'est le prétexte idéal pour justifier un pacte ferroviaire qui serait « donnant-donnant » : l'État reprend la dette mais en contrepartie on ouvre le trafic à la concurrence et les cheminotEs perdent le statut.

Seulement, il y a un hic : cette dette a toujours existé, et c'est celle de l'État. La nationalisation du chemin de fer en 1938 est liée à la dette : les compagnies privées (déjà largement subventionnées) ne pouvaient plus payer et la SNCF a repris à son compte, dès sa création, une dette de 30 milliards de francs.

Et par la suite, c'est bien l'État qui a toujours décidé de l'aménagement du territoire : la construction, ou non, de nouvelles lignes à grande vitesse (LGV), avec par exemple une accélération de l'endettement ces cinq dernières années avec quatre chantiers importants de LGV est de son ressort, ou encore la commande récente de 100 rames TGV Alstom au moment même où le rapport Spinetta préconise une baisse drastique du parc TGV de 415 rames aujourd'hui à 302 en 2027...

Il s'agit donc principalement d'une dette d'infrastructure, c'est-à-dire de construction de nouvelles lignes ou d'entretien du réseau, soit l'équivalent de 46,6 milliards de dette sur un total de 54,5 milliards. En comparaison, la route est subventionnée à 99 % sans que personne n'y trouve à redire.

Tout cela pèse sur les voyageurs : pour financer les investissements et rembourser la dette, les tarifs augmentent et les lignes « non rentables » sont supprimées. Les travailleurEs du rail, de leur côté, voient leurs conditions de travail se dégrader (recours à la sous-traitance pour l'entretien du réseau par exemple). Au passage, les banques reçoivent 1,5 milliard d'euros d'intérêts de la dette tous les ans. Autant d'argent qui pourrait servir à l'emploi, l'investissement, la baisse des tarifs...

L'avenir de la dette est un enjeu important de ces prochaines semaines. Du côté des directions syndicales, certaines pourraient très bien trouver un « terrain d'entente » avec Édouard Philippe si celui-ci proposait une reprise, même partielle, de la dette. Par ailleurs, le gouvernement peut très bien aller dans ce sens : une reprise de celle-ci est une condition pour transformer la SNCF en société anonyme. Mais les cheminotEs ne sont pas responsables de cette dette, ils en font juste les frais. Il n'y a donc aucune raison de céder au chantage du gouvernement.

Basile Pot

VILLENEUVE-LA-GARENNE (92) SoignantEs et soignéEs unis pour ne pas fermer!

Peu lui importe que ce service soit très utile aux habitantEs de Villeneuve, et aussi des villes voisines de l'Île-Saint-Denis et Gennevilliers : il est ouvert 7 jours sur 7 de 8 heures à 20 heures, 24 000 personnes par an y sont prises en charge, c'est pour beaucoup le seul lieu où pouvoir se soigner.

Mépris envers les habitantEs

La fermeture entraînerait 21 licenciements (médecinEs, infirmierEs, aides-soignantEs, diététicien, employéEs administratifs), qui suivraient les 7 licenciements dus à la fermeture de la radiologie.

La fermeture du service des consultations non programmées de l'hôpital Nord 92, qui appartient (jusqu'à maintenant) au secteur hospitalier privé à but non lucratif, a été décidée par le nouvel exploitant de l'hôpital Nord, le groupe ADEF, spécialisé sur le marché des maisons de retraite.

La ville devient un désert médical, à 5 km de Paris. « En Île-de-France, un hôpital de moins de 100 lits à vocation à mourir » : c'est ainsi que l'ancien directeur, qui a refilé le sale boulot au groupe ADEF, justifie les fermetures de services. Cet individu est maire-adjoint (de droite) de Villeneuve et représentant patronal à la CAF 92. Cet abandon de services médicaux de proximité est aussi vécu comme la marque du

mépris envers les habitantEs de villes populaires, avec l'idée que si l'hôpital était situé à Neuilly ou à Saint-Cloud, l'histoire serait différente. Une menace de fermeture en 2016 avait été repoussée par une mobilisation, qui a repris ce 4 mai avec l'organisation d'une manifestation dans les rues de Villeneuve et de l'Île-Saint-Denis, à l'appel de l'union locale CGT Gennevilliers-Villeneuve et de la CGT de l'hôpital.

La mobilisation rencontre une grande sympathie dans la population, qui ne s'est pas encore transformée en soutien actif. Dans l'hôpital, pour le moment, seuls les salariéEs du service concerné sont (très) actifs. Il reste à peine deux mois pour empêcher la fermeture, mais l'enjeu est trop grave pour perdre. SoignéEs et soignantEs : même combat!

Correspondant

ÉTUDIANT-ES/CHEMINOT-ES Un combat partagé contre la sélection et la réforme du rail

Convergence des luttes. C'est peut-être l'expression clé de ce printemps 2018, avec ses multiples fronts de lutte : qu'ils et elles soient cheminotEs, étudiantEs, pilotes, enseignantEs... l'aspiration à un « printemps social » qui verrait converger tous les secteurs en lutte est plus forte que jamais, surtout chez les étudiantEs.

Les liens entre étudiantEs et cheminotEs sont particulièrement forts : depuis le début du mouvement contre la sélection, les cheminotEs sont en effet au cœur des attentions estudiantines. La convergence s'est tout d'abord faite autour d'une idée commune, d'une lutte en commun contre

la destruction des services publics de l'éducation et des transports. « Quand tout sera privé, on sera privé de tout » pouvait-on lire sur certaines pancartes le 1^{er} Mai : voilà peut-être le socle de l'alliance entre étudiantEs et cheminotEs. L'idée que les universités doivent être ouverte aux enfants d'ouvrierEs, et donc

AIR FRANCE Bye bye Janaillac

Avec une forte participation (80%) malgré le vote électronique, les salariéEs d'Air France ont rejeté à 55% le projet proposé par la direction. Pourtant tous les grands médias et les responsables patronaux et gouvernementaux nous expliquaient que le oui allait facilement l'emporter.

Comment un tel aveuglement est-il possible ? Il peut y avoir deux explications. La première est que ce matraquage interne et externe à l'entreprise avait comme objectif de faire pression sur les salariéEs, les poussant vers « le vote utile » et la « responsabilité ». La seconde est que les dirigeants de l'entreprise comme du pays sont de plus en plus déconnectés des réalités du monde du travail, et de la population en générale. Ils n'ont pas

vu le mécontentement croissant monter chez les personnels, toutes catégories confondues.

L'intersyndicale gagnante
Depuis 2012 les salariéEs d'Air France ont dû « faire des efforts » : gel des salaires, augmentations des jours travaillés, baisse d'effectifs... La direction avait toujours promis un « retour à bonne fortune ». Mais alors que les résultats de l'entreprise explosent, les salariéEs attendent toujours.

Comme il l'avait annoncé, Janaillac démissionnera officiellement lors de l'assemblée générale du groupe Air France-KLM le 15 mai. Cette annonce est faite à grand renfort de trémolos : il faudrait pleurer le grand homme ! Pour les salariéEs d'Air France, le départ de Janaillac ne changera rien en soi. Il sera remplacé par son équivalent macroniste. Mais cette victoire du « non » va bien évidemment peser dans le rapport de forces. L'intersyndicale Air France sort gagnante

d'une consultation construite dans le seul but de la détruire. Elle va maintenir la pression et les journées d'action, avec une légitimité accrue et toujours la même revendication d'augmentation des salaires. En effet, à n'en pas en douter, le nouveau PDG va tenter d'expliquer que « non » c'est « oui » et que les efforts sont toujours de rigueur : après tant de perte à cause des grèves, on ne va quand même pas augmenter les salaires...

Donner des idées à d'autres

Le gouvernement s'était mouillé dans le soutien à Janaillac, par la voix du Premier ministre. C'est Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, qui a pris la suite une fois le camouflet connu, annonçant que « l'État n'est pas là pour éponger les dettes ». Dettes assez faibles à Air France, notamment « grâce » à la modération salariale de ces dernières années. Si le gouvernement promeut les référendums en entreprise permettant de court-circuiter les organisations syndicales, c'est à la seule condition que les salariéEs votent bien ! Le bras de fer va donc continuer à Air France, et cette consultation va laisser des traces. Beaucoup de salariéEs, notamment au sol, soutiennent le mouvement sans participer largement aux grèves. Il faut profiter de la dynamique engagée pour resserrer les personnels et construire des grèves massives. Et s'adresser aussi à l'extérieur car les revendications salariales ne concernent pas qu'Air France. Les salariéEs de la compagnie ont réussi à débarquer leur PDG, cela pourrait donner des idées à d'autres.

Correspondants



DR

RENNES Les facteurEs en grève depuis 4 mois

La grève a commencé le 9 janvier, au bureau Crimée, les facteurEs refusant la réorganisation imposée par la direction de La Poste.

Plusieurs bureaux sont visés : certains passeraient en « pause méridienne », à savoir que la tournée du matin serait suivie d'une pause de 45 minutes... et d'une nouvelle tournée l'après-midi ! D'autres seraient voués à la « tournée sacoche », enlevant de leur travail les opérations de préparation de la tournée : ils et

elles prendraient la sacoche « au cul du camion » et passeraient tout leur temps de travail dehors... Le tout agrémenté de suppressions de tournées et de postes.

Premiers reculs de la direction

Animée par un collectif de grévistes qui prend ses décisions en AG, avec le soutien de la CGT et de Sud, la grève s'est étendue à d'autres bureaux de Rennes, comme le Colombier et le Gast, ainsi que dans des bureaux du département d'Ille-et-Vilaine. Des contacts ont été noués avec les départements voisins, le 22, le 56 et le 53, et d'autres plus lointains comme le 33, le 13 et le 92.

Après de longues semaines de fermeture absolue, la direction a commencé à donner des signes de recul : les projets de réorganisation sont reportés sine die dans un certain nombre de bureaux, comme le Colombier (le plus gros bureau de Rennes), et la direction commence à bouger concernant Crimée, abandonnant la modulation des horaires d'été, annulant la suppression de postes de base arrière et proposant la méridienne au « volontariat ». C'est insuffisant selon les grévistes, qui ne veulent pas de suppression de tournées, qui ne veulent pas de méridienne, même au volontariat, alors qu'un quart des effectifs est en CDD, donc peu à même de s'opposer

à des pressions de la hiérarchie. Les grévistes prennent comme un signe encourageant le fait que la direction commence à flancher, et ils et elles persistent, organisant la tournée des bureaux pour appeler à une AG départementale le 14 mai. Le mouvement de soutien aux grévistes de la poste est très important à Rennes, et de nombreux contacts ont été liés avec d'autres secteurs en lutte. Le 3 mai ils ouvraient une manifestation commune avec les cheminotEs et les agentEs des impôts. Ils sont devenus à Rennes les symboles de la détermination, de l'unité, de la convergence des luttes. Aidons-les à devenir l'emblème de la victoire!

Correspondant

de cheminotEs, et que les transports publics ne doivent pas être privatisés, au risque de voir les mêmes conséquences qu'en Grande-Bretagne...

50 ans après Mai 1968

Il y a aussi une part de l'imaginaire de Mai 1968 qui joue : cinquante ans après la plus grande grève générale de l'histoire de France, l'alliance entre les étudiantEs et les ouvrierEs doit, pour beaucoup, porter les germes d'un conflit social plus fort. À l'image des 3 000 étudiantEs nantais soutenant les usines de Sud Aviation le premier soir de leur occupation le 14 mai 1968, le lundi 7 mai dernier, ce sont 200 à 250 étudiantEs qui sont venus soutenir les cheminotEs à la gare Montparnasse. Au-delà de l'imaginaire, beaucoup d'étudiantEs voient aussi dans les cheminotEs un



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

secteur beaucoup plus puissant qu'eux : « Quand on bloque notre fac, on fait du bruit, on amène des gens dans la rue ; au

maximum on esquisse ce qu'une autre université pourrait être. Les cheminots, quand ils font grève, ils font perdre des

dizaines de millions d'euros à la SNCF : évidemment qu'ils ont plus de pouvoir que nous » explique Julie, étudiante à Paris 1. Cela veut-il pour autant dire que les étudiantEs n'ont aucun poids ? Ce n'est pas ce que pense Léo, en histoire à la fac de Paris 4 : « Quand la jeunesse d'un pays est en lutte, quand elle se fait matraquer par un gouvernement, ça veut dire que la société ne va pas. Quand on se mobilise, on sait que tous les ouvriers regardent ce que l'on fait ce que l'on dit. Quand nous disons "on veut changer radicalement la société" on peut être entendus largement ».

« Ça nous donne énormément de motivation »

Pour les cheminotEs, la présence des étudiantEs dans leurs assemblées générales et dans leurs actions est plus

qu'importante : « Le soutien indéfectible des étudiants, ça nous donne énormément de motivation dans notre grève. On se bat aussi pour leur avenir, pour que le code du travail qui régira leur vie ne soit pas un retour au début du siècle » explique Jean¹, mécano dans le secteur de Paris-Nord. Une force d'appui donc, mais aussi une force morale, pour des grévistes dont la grève peine à trouver des perspectives à même de faire plier le gouvernement. Un gouvernement qui se veut inflexible mais qui réprime tous azimuts : « Lundi, devant Montparnasse, les CRS ont autant frappé les étudiants qui nous soutenaient que nous », explique Jean. « La répression touche aujourd'hui toutes celles et ceux qui s'opposent à Macron et son monde, et nous devons résister collectivement ».

Georges Waters

1 - Le prénom a été changé

GUINGAMP

Contre la fermeture de la maternité

Samedi 5 mai, un millier de personnes ont manifesté dans les rues de Guingamp à l'appel du comité de défense de la santé.

Sans bruit, l'agence régionale de santé (ARS) Bretagne a avancé son projet de fermer une maternité sur le groupement hospitalier du secteur 7, que Guingamp forme avec Saint-Brieuc, Lannion et Paimpol. Comme Paimpol n'a déjà plus de maternité et que Lannion est trop éloigné de Saint-Brieuc, l'affaire allait se jouer dans l'indifférence générale.

Une mobilisation qui s'amplifie

Mais comme l'État a mis en place un semblant de concertation, le projet a fuité lorsque le conseil de surveillance du centre hospitalier de Guingamp s'est prononcé sur le sujet, avec une majorité de pour et quelques contre (la présidente du conseil de surveillance et les représentantEs du personnel de la CGT). Les défenseurEs du service public ont alors



DR

décidé se regrouper en comité de défense de la santé : une proposition mise sur la table par les organisations syndicales CGT et Sud-Solidaires locales.

Le comité s'est créé fin février, et a travaillé pour populariser et faire connaître les projets de l'ARS, et ses propres propositions. Depuis lors, motions des conseils municipaux, pétition, manifestations, contacts avec d'autres comités de défense, conférences de presse se succèdent.

Le silence est brisé, et la population, les éluEs, les professionnelEs de la santé se mobilisent.

Pas de désert médical!

Le 6 avril, lors de la manifestation régionale des comités de défense à l'ARS de Rennes, le directeur de celle-ci a confirmé nos craintes de voir la maternité disparaître.

Il a avancé des arguments concernant la sécurité des femmes et des bébés. Il ne pouvait pas décevant expliquer que sa décision aurait pour objet de faire des économies sur la santé, en ligne avec la volonté ministérielle de réduire les budgets de l'hôpital public. Mais le comité affirme, preuves à l'appui, que la sécurité est assurée à la maternité. Certes il revendique plus de moyens humains et techniques, car l'existant n'est pas suffisant. Il ne dépend que de la volonté des pouvoirs publics d'assurer ces financements.

Nous revendiquons de pouvoir naître et vivre dans le pays de Guingamp, proche de notre environnement familial, affectif, social. Nous ne voulons pas d'usines à bébés. Et nous savons que la fermeture de la maternité sonnera le glas de l'hôpital public, et fragilisera les établissements et structures de santé qui gravitent autour de celui-ci. Le milieu médical lui-même en sera touché. Peut-on croire sérieusement que des jeunes médecins viendront s'installer dans un désert médical ?

Le comité affirme que la lutte continue, qu'il reste mobilisé et que l'ARS doit accorder le renouvellement de l'agrément pour cinq ans.

Comité NPA Lannuon Gwengamp Bear

Meetings



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de mai 1968

Jeudi 11 mai **La Ferté-Bernard**

À 19h, salle Maurice-Loiseau, avenue du Général-de-Gaulle (face au lycée)

Lundi 14 mai **Caen**

À 20h, salle municipale du Chemin-Vert, 3, rue Pierre-Comeille

Jeudi 17 mai **Louviers**

(18h, salle des Colonnes – cour de la Mairie)

Vendredi 18 mai **Montpellier**

Plus d'informations à venir

Samedi 19 mai **Toulouse**

À partir de 12h, salle San Subra



Mardi 22 mai **Bordeaux**

À 20h, Athénée municipal

Mercredi 23 mai **Nantes**

À 20h30, Manufacture (tramway 1, arrêt Manufacture)

Samedi 26 mai **Poitiers**

À partir de 14h, auberge de jeunesse



Samedi 9 juin **Paris**

De 12h à minuit, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil, métro Croix-de-Chavaux



En images

Le 5 mai, dans la rue contre Macron



Le NPA était présent le 5 mai à l'occasion de la «Fête à Macron» initiée par un collectif autour de François Ruffin et Frédéric Lordon. Un moment important pour contribuer à l'unification des luttes contre le gouvernement, après les manifestations du 1er Mai et la grève du 3 mai (voir page 4 pour un bilan politique de l'initiative).

PHOTOS PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO



Les comités en action!

Strasbourg 1er Mai Anticapitaliste.

Comme chaque année, le NPA 67 organisait le 1er Mai sa fête anticapitaliste, devenue avec les années un événement incontournable sur la ville. Après une manifestation matinale qui avait rassemblé 2500 personnes, plus de 200 personnes se sont rendues à notre fête. Action en solidarité avec les migrantEs au cours de la manifestation, avec le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici 67, organisation d'un débat ouvert sur la situation politique: nous avons fait le choix d'inscrire notre événement dans le contexte de mobilisation. Principaux axes que le NPA 67 a mis en avant à travers ses interventions: les perspectives du mouvement étudiant, l'importance qu'y ont pris les luttes pour l'égalité, notamment les luttes féministes, la question des conditions politiques pour l'extension et la généralisation des luttes, l'urgence à s'engager dans les luttes antiracistes et antifascistes partout où la situation l'exige.

Grâce à l'intervention des militantEs dans des secteurs variés, nous avons pu donner à voir la diversité d'une organisation présente aussi bien dans les luttes féministes, antiracistes, les luttes des cheminotEs, des étudiantEs, contre l'implantation d'un local fasciste localement, en solidarité avec les familles réfugiéEs sur la ville. Un profil politique qui nous a permis cette année encore, de réunir le temps d'une journée celles et ceux qui ont rarement l'occasion d'échanger, comme un avant-goût de cette fameuse convergence des luttes qu'il reste à construire.

Correspondant

Université d'été du NPA

C'est parti!

Cinquante ans après Mai 1968, quoi de mieux que le retour des mobilisations sur le devant de la scène. Moins d'un an après son arrivée au pouvoir, Macron se confronte à la colère du monde du travail et de la jeunesse contre ses projets de régression sociale à la SNCF ou dans l'enseignement supérieur. Défaire les résistances est la priorité de ce gouvernement, infliger des défaites à tous les mouvements sociaux, à toutes les luttes, en usant de la répression la plus brutale, comme le montre la politique de la matraque à Notre-Dame-des-Landes ou dans les universités... Mais avec le réchauffement du climat social, nous reprenons goût à la contestation, non seulement pour défendre nos services publics, nos droits, pour la «convergence des luttes», mais aussi pour changer le monde. Est-on condamné à vivre dans une société inégalitaire et antidémocratique dirigée par une élite au service des plus riches?

Cette dixième édition de l'université d'été du NPA arrive toujours à point nommé fin août pour préparer la rentrée politique et sociale. Meeting de rentrée du NPA, rencontres internationales, invitéEs, éclairages historiques et anniversaires (Mai 1968 bien sûr mais aussi le bicentenaire de la naissance de Karl Marx), formations et débats d'actualité... C'est un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs du NPA, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs...), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes. Le tout bien évidemment dans une ambiance conviviale et ensoleillée, sous la tonnelle, au bord de la piscine ou à la plage... Tous les jours, le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 17h, plusieurs cycles et ateliers se déroulent simultanément. Faites votre choix! Le créneau 17h-19h est libre pour permettre les balades, les derniers bains



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

de mer de l'été ou discuter tranquillement sur la terrasse... Dans la soirée, on se détend: cinéma, musique, bar, théâtre, discothèque et même quelques débats supplémentaires autour de nos invitéEs. Dans un village-vacances agréable et confortable, nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logés en bungalow, nourris en restauration collective, les enfants pris en charge, ce qui permet d'en faire un vrai moment de vacances pour soi et sa famille.

Accueil à partir du samedi 25 août après-midi, départ le jeudi 30 août après le petit déjeuner dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

Renseignements et inscriptions sur www.npa2009.org/ue2018

Essai

Le Monde des grands projets et ses ennemis, de Serge Quadruppani

Éditions La Découverte, 160 pages, 13 euros. Sortie le 16 mai.

Un essai politique qui arrive fort à propos, à l'aube de ce mois de mai si prometteur. À l'heure de la tentative de démantèlement de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et des jérémiades indignées des pourfendeurs du Black Bloc et des cortèges de tête, Serge Quadruppani nous invite à nous interroger sur l'expression nouvelle et hétéroclite de nos révoltes, et sur les nouvelles pratiques révolutionnaires.

Vers une nouvelle critique des rapports d'exploitation

Loin des sociologues et politologues de salon, ainsi que des «journalistes» faiseurs d'opinion, Serge est avant tout un activiste «qui réfléchit» et nous fait réfléchir. Arpentant le pavé parisien depuis plusieurs décennies, avide de s'approprier et de nous faire partager les expériences des zadistes de NDDL ou du Val-de-Suse, il dessine ici les contours d'une nouvelle critique des rapports d'exploitation, que l'on a trop souvent tendance à limiter au monde de l'entreprise. Mais loin d'opposer ou de hiérarchiser les luttes des salariés et les luttes pour le contrôle et l'autogestion des



zones à défendre, l'auteur s'attache à démontrer leur singularité et leur complémentarité et dessine un camp social, «Nous», qui s'affronte au capital et ses grands projets inutiles.

«Contre l'aéroport et son monde» proclamaient depuis plusieurs années les banderoles des zadistes de NDDL et autres lieux à défendre, et ce n'est pas un hasard si l'on a

retrouvé dans les cortèges de tête du printemps 2016 semblables formulations: «Contre la loi "Travail!" et son monde». Mais de quel monde sommes-nous l'ennemi? Et quel est ce «nous» dont je suis?

Cortège de tête

Ce «nous», ce sont toutes celles et ceux qui, au fil des manifs «traîne-savates» n'en peuvent plus de voir leur recherche de conflictualité résumée à défiler, gentiment et tristement, derrière des banderoles, serrer quelques dizaines de paluches, taper la bise aux amiEs, boire trois mojitos, écouter trois fois *Hexagone* ou *Antisocial*, lors de défilés que relateront ironiquement, et en deux minutes, les JT du soir. Ce sont les fameux cortèges de tête, de plus en plus massifs, où se retrouvent pêle-mêle des équipes syndicales combattives, des retraitésEs, des jeunes qui s'attaquent aux symboles du capitalisme (McDo, banques, assurances, marchands de bagnoles...) et à la police. «Personne ne semble outré qu'on couvre les murs de slogans (le plus souvent drôles et créatifs), ni trouver qu'agences bancaires et immobilières fussent

cibles illégitimes. Le fait que la majorité des participants au cortège de tête ne se joigne pas directement à l'action montre sans doute non pas tant qu'ils sont retenus par la peur mais que pour se mettre davantage en danger, ils ont besoin qu'apparaisse la possibilité de faire mieux que de casser du verre...»

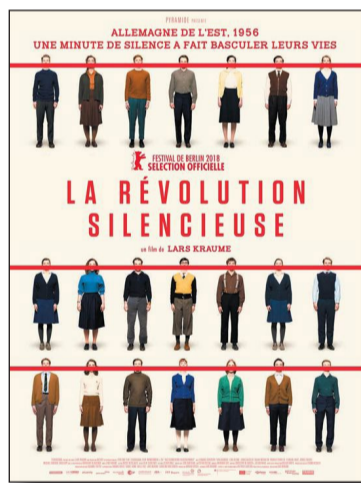
«Une mine mondiale de pratiques militantes»

Trop riche pour être résumé en quelques phrases, le livre de Serge Quadruppani fait le récit de la lutte des NoTav du Val-de-Suse, face à la ligne Lyon-Turin, autre grand projet aussi inutile que la construction d'un aéroport à NDDL, puis il décline la multitude d'autres projets de par le monde qui, ces dernières années, ont mis en mouvement des centaines de milliers de personnes qui résistent à l'air du temps. «Citoyennes ou radicales, ou les deux à la fois, toutes les batailles contre les grands projets n'ont pas donné naissance, loin s'en faut, à des réalités aussi fortes et enracinées que celle de Notre-Dame-des-Landes ou du Val-de-Suse. Mais leur mise en réseau, avec l'échange d'expériences, d'analyses et d'émotions qu'elle suppose, est en train de créer une mine mondiale de pratiques militantes, de savoirs et de créativité».

Des sujets cruciaux que les anticapitalistes devraient s'approprier au plus vite.

Alain Pojolat

Cinéma



La révolution silencieuse

Film allemand de Lars Kraume.

lycéenEs sont décrits comme beaux, jeunes, généreux... et leurs parents sont finalement compréhensifs. Le plus intéressant est le contexte qui est illustré par les personnages autres que les lycéenEs: le directeur issu d'un milieu populaire et attaché à un régime qui permet à des gens tels que lui de sortir de leur condition (et dont le parti se méfie

cependant); le ministre stalinien impitoyable qui a été torturé par les nazis; le père d'un des élèves, ouvrier, qui a participé au mouvement de 1953 mais veut que son fils puisse accéder à des études; la bureaucrate jeune et pur produit RDA qui, par opportunisme, voudrait préserver le fils du dirigeant local. De plus, planent les séquelles

du nazisme et de l'épuration d'après-guerre. À travers ces personnages, transparait un peu toute l'ambiguïté de la RDA stalinisée des années 1950 qui, pour certains, représente encore une alternative face à une République fédérale liée aux USA et où les anciens nazis peuplent les allées du pouvoir.

HW

Jazz

Time for love, Sophie Alour

Chez Musique from Source/L'Autre distribution, 12,99 euros.

Sophie Alour joue du jazz depuis l'âge de 13 ans. Elle débute sa carrière à l'aube du 21^e siècle en collaborant avec l'organiste Roddha Scott ou avec le trompettiste Stéphane Belmondo. De formation clarinettiste, elle opte très vite pour le saxophone ténor et se perfectionne dans différents quartets ou quintets. Elle connaît un véritable triomphe critique en 2005 pour son premier album *Insulaire*, et se produit régulièrement au Sunset ou au New Morning.

«Un instant d'harmonie et de tendresse»

Après cinq CD où elle jouait ses propres compositions, l'heure était venue pour elle de se frotter aux standards, aux ballades immortalisées par les divas du jazz. Un rêve et un

défi: faire chanter son saxophone en lieu et place de la voix des Shirley Horn, Ella Fitzgerald, Billie Holiday ou Joni Mitchell – entre autres.

«Il était impératif pour moi d'arracher à ce monde un instant d'harmonie et de tendresse, de brandir la musique comme talisman! L'art contre le chaos...», explique-t-elle. Sophie Alour s'est entourée de Rhoda Scott avec qui elle joue depuis 10 ans au sein du «Lady Quartet», avec André Ceccarelli à la batterie, Sylvain Romano à la contrebasse, Sandro Zérafa à la guitare et Glenn Ferris au trombone. La participation du quintet à vent «Alegria» (formation féminine de musique classique) renforce le sentiment de plénitude d'un album dont la direction artistique a été confiée à David El Malek.



Un bel objet collectif pour jouer les mots de l'amour et lutter contre les tumultes du présent. *Porgy and Bess*, *Skylark*, *Everytime We Say Goodbye*, *Star Fell on Alabama*, *A Time for Love* sont de véritables pépites sensuelles à passer en boucle.

Sylvain Chardon

Cinéma

Transit

Film allemand de Christian Petzold.



Ce n'est pas la première adaptation cinématographique du magnifique roman d'Anna Seghers qui retrace la situation de réfugiés, antinazis et/ou juifs, fuyant durant l'été 1940 l'avancée des armées allemandes et se retrouvant coincés à Marseille, en attente d'un hypothétique visa et d'un bateau pour les États-Unis ou le Mexique. Ils et elles ont raison de craindre pour leur vie: bien qu'opposantEs de la première heure à Hitler, certainEs ont déjà été internés en 1939 dans des camps de la «République française» comme «ressortissants d'une nation ennemie» et l'accord d'armistice signé par Pétain prévoit la remise à l'Allemagne des antinazis allemands et autrichiens.

Impitoyable machine administrative

Petzold a fait une demi-transposition: la situation décrite est celle de 1940 mais elle se déroule dans le Marseille d'aujourd'hui et, au lieu des gendarmes français de l'époque et d'agents de la Gestapo, ce sont des flics français, avec casques et tout l'équipement que l'on voit dans les manifestations, qui pourchassent les réfugiés. Le réalisateur a sans doute voulu montrer la parenté des situations entre les pourchassés d'hier et les migrantEs d'aujourd'hui. Il souligne ce que l'on sait: ceux qui sont confrontés à de telles situations sont parfois obligés de ruser, de mentir un peu ou beaucoup sur leur itinéraire, voire de prendre l'identité d'un mort... La machine administrative est impitoyable: pour avoir un visa de sortie, il faut un billet sur un bateau, mais pour l'obtenir, il ne faut pas seulement un visa de la destination finale mais une autorisation de transit dans les ports où le navire fera escale et, si un de ces papiers est mal formulé ou expiré, le dossier est rejeté.

Il n'est pas certain que Petzold ait adopté la meilleure convention pour transposer le texte d'Anna Seghers; de plus, au lieu de se concentrer sur la dynamique infernale du «transit», il se perd un peu dans les rapports que le personnage principal entretient avec les unEs ou les autres. À certains moments, le film semble s'égarer. Malgré ces limites, on peut le voir et, surtout, lire ou relire le livre d'Anna Seghers, qui vient d'être réédité.

Henri Wilno

1 – Anna Seghers, *Transit*, éditions Autrement, 12,99 euros.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Peux-tu nous présenter le comité de vigilance ?

On a eu l'idée avec une amie géographe, prof à la fac de Paris 8, avec diverses personnes de la ville, de lancer une structure. On a fait une première réunion juste après l'attribution des JO, en septembre 2017. C'est un collectif, ce n'est pas une association, c'est le comité de vigilance JO 2024 à Saint-Denis. Il y en a un autre à Saint-Ouen, plus proche de La France insoumise, qui s'est monté en janvier 2018 sur le même principe, parce que c'est à Saint-Ouen sur une partie du village olympique qu'il y aura l'essentiel des expulsions d'entreprises, et peut-être du foyer de travailleurs migrants.

Il existe un groupe « Non aux JO 2024 » au niveau national. Ils sont venus au début. De notre côté, nous n'avons pas tranché la question « pour ou contre les JO », d'abord parce que parmi les présents, il y avait des positions très différentes, certains très opposés au principe même des JO, de l'évènement, et d'autres qui aiment bien les évènements sportifs, mais qui sont plutôt inquiets sur ce que ça va donner sur le territoire.

Notre objectif, pour le moment, est de recueillir un maximum d'informations sur Saint-Denis, de les décrypter et de les diffuser au travers des réseaux sociaux.

Il y a une contre-expertise citoyenne, avec des géographes, des urbanistes, des étudiants de géographie de Paris 8. L'idée, c'est de faire des réunions mensuelles itinérantes, à la Bourse du travail, à Pleyel, ce qui nous a permis de rencontrer des collectifs qui interviennent sur des sujets très différents, notamment comme le collectif Pleyel Avenir qui se bat sur la question des échangeurs de l'A86, comme les riverains du stade de France, le collectif Lamaze pour l'enfouissement de l'A1, contre les expulsions du Grand Paris. Ce n'est pas directement les JO, mais ça fédère des collectifs pour lesquels les JO vont avoir un impact, vont donner un coup d'accélérateur. On compte continuer sur les quartiers Franc-Moisin, Floréal-Saussaie, Marville, sur la durée. Six ans, c'est à la fois court et long.

Qu'est-ce que la loi olympique adoptée le 26 mars dernier ?

Ce sont des dispositifs d'exception. La loi olympique permet des dérogations au code de l'urbanisme, entre autres sur les expulsions. À Saint-Denis, seules des friches seraient concernées, mais à Saint-Ouen il y a des entreprises à expulser, ainsi qu'un foyer de travailleurs migrants. En parallèle de la loi olympique, vont également être créées des Opérations d'intérêt national (OIN), qui permettent de passer en dernier ressort par dessus les permis de construire du maire. Ils disent qu'a priori ils ne vont pas le faire, mais cela leur permet de le faire. Et une société de livraison des ouvrages olympiques (la Solideo) a été créée, qui a la main sur l'essentiel des questions d'aménagement.

Tout cela va coûter très cher...

Les budgets ont été largement sous-estimés pour emporter les jeux, particulièrement sur le village olympique et sur le centre aquatique. La question est : qui va payer ? Sachant que l'État ne va pas mettre plus... Un rapport a été commandé à l'inspection générale des finances pour voir comment éviter les déficits. Il y a évidemment de gros enjeux politiques derrière, parce que les acteurs politiques locaux ont des intérêts dans le dossier. Nous avons été reçus par Russier (maire de

JO 2024 « Le gros problème, c'est le déficit de démocratie »

Entretien. Cécile Gintrac est géographe de formation, et enseigne la géographie en classe prépa. Elle habite Saint-Denis depuis 2011 et participera à la création du comité de vigilance mis en place après l'annonce de l'organisation des JO à Paris en 2024.



© JMB

Saint-Denis) et Braouezec, qui manifestement ne veulent pas qu'on les embête. D'autant qu'on a monté un compte Twitter qui permet de faire de la contre-communication avec très peu de moyens. Chaque fois qu'ils parlent de la transparence des JO, l'exemplarité... on passe derrière pour dire que les habitants n'ont pas été consultés, etc. Le gros problème, c'est le déficit de démocratie. On n'y comprend rien, on n'a pas les documents. Il a fallu attendre de voir le rapport de l'IGF pour y voir un peu plus clair. Sinon on n'a pas les PV de réunion, on n'a pas les arbitrages. On est en dehors du processus décisionnaire. On découvre seulement maintenant un certain nombre de questions de fond, alors qu'il n'y a plus qu'un mois pour décider. J'ai lu qu'une partie des choses serait tranchée pour le 18 juin : autant dire que c'est difficile de peser. Ce qu'on aimerait, c'est avoir le calendrier détaillé des prises de décisions, savoir quand tout doit être plié. On aimerait aussi avoir accès aux débats de la Solideo, ce qu'on n'a pas. On a envoyé des mails mais il n'y a pas de réponses. Dans ce type de méga évènements sportifs il y a une « nécessaire précipitation », qui rend la machinerie technocratique encore plus opaque. Leur obsession c'est d'aller vite. Pour faire face à la critique, la structure intercommunale Plaine Commune a monté un comité de suivi, sorte d'instance de concertation. La prochaine réunion aura lieu le 16 mai. Mais le problème, c'est que l'essentiel des arbitrages seront tranchés avec la venue du CIO le 18 juin. Autant dire que même si on avait les documents ou les informations, de toute façon ce ne sont pas les habitants qui décident.

Le collectif va-t-il continuer après le 18 juin, lorsque les décisions seront prises ?

Oui ! Là, on est parti jusqu'en 2024, voire après. On va intervenir sur les dépassements, le respect des engagements pris, sur le foyer en particulier. Sur le village olympique ça ne sera pas tranché maintenant, savoir si ça sera transformé en logement social, a priori c'est 40% de logement social, mais en fait il doit y avoir du 1% logement ce qui n'est pas du vrai logement social mais supérieur.

Nous ce qu'on va demander c'est que, pour que ce soit accessible aux habitants de Saint-Denis et Plaine Commune, il y ait un quota de PLAI (le plus accessible aux bas revenus) et on vérifiera ce qui va être fait en la matière. Si c'est pour loger des classes supérieures, on verra vite que c'est de la gentrification déguisée. La meilleure manière de faire pour nous, c'est de continuer à leur mettre la pression dans les réunions et sur les réseaux sociaux, quitte à ce qu'on participe à des lieux de discussion, mais tout en restant casse-pieds.

La ville et Plaine Commune paissent en disant : « Les jeux sont à nous ». Pour toi les jeux sont à qui ?

Ce qui est certain, c'est que les grandes boîtes vont être associées. Le CIO, qui est une organisation

richissime et qui est en Suisse pour ne pas payer d'impôts, a déjà vendu ses droits télé. L'héritage pour les villes est assez incertain. On aura peut-être une piscine vaguement accessible aux scolaires, sans doute un plan de réhabilitation des infrastructures sportives locales, on va avoir un nouveau quartier qui va devoir être rentable, on va avoir une gare du Grand Paris qui va renforcer un quartier d'affaires. Donc en fait pour les habitants actuels de Saint-Denis ça ne change pas grand chose. Mais pour les investisseurs, c'est sûrement une super affaire ! Pour l'image, pour la transformation du 93 en annexe de Paris, là ça va marcher. Les élus s'investissent à fond sur cette idée. Ils font parfois preuve d'une certaine bonne foi, ils pensent que ça va améliorer les choses, mais en fait ils ne se rendent pas compte qu'ils retranscrivent une idéologie ultra-classique d'urbanisation néolibérale. Ils appliquent la théorie du ruissellement en récupérant une partie de l'argent du grand capital pour favoriser une politique sociale localement, avec un maintien du logement social, des centres de santé, mais leur marge de manœuvre est très faible. Saint-Denis aurait pu jouer le bras de fer avec l'État, négocier la dure et obtenir plus. Là ils cèdent leurs terrains, ils cèdent une partie de leur ville. Ils ont joué les enthousiastes au début, et maintenant ils se réveillent en constatant les reculs, le rôle d'alibi qu'on leur a fait jouer.

Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin

L'image de la semaine



UN INTERNATIONALISTE ASSASSINÉ. Paris, 4 mai 1978, il est 14 heures. Tout est calme, c'est le jeudi de l'Ascension. Dans l'immeuble du 4, rue Rollin, dans le 5^e arrondissement, le bruit mécanique d'un ascenseur en mouvement brise le silence. Il descend. À l'intérieur, Henri Curiel, communiste, militant de la cause internationaliste et anticoloniale. Au rez-de-chaussée, tapis dans l'ombre, deux hommes l'attendent. Ils ne lui laissent pas le temps de sortir et l'abattent de trois balles de 11.43. Leur forfait accompli, les tueurs s'enfuient. Dans les milieux progressistes, en France et dans le monde, c'est la consternation. Henri Curiel, né au Caire en 1914 dans une famille juive, a été de tous les combats. Il a notamment pris la relève de Francis Jeanson à la tête des fameux réseaux d'aide au FLN algérien, les « porteurs de valises », et, par la suite, a fondé, à Paris, Solidarité, encore un réseau d'appui aux luttes de libération nationale, notamment le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela. [...]

Autant dire que des ennemis, Henri Curiel, un homme généreux, tout entier dévoué à l'autre, a dû s'en faire dans les milieux fascistes, des nostalgiques de la France de Pétain – où on savait comment traiter les juifs – et de l'Algérie française – la trique pour les Arabes, la mort pour les fellaghas – et même au-delà. Ajoutez à cela une France qui, à partir de 1974, est dirigée par Valéry Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski au ministère de l'Intérieur. Deux hommes représentants de cette droite dont les racines sont plutôt à chercher du côté de Maurras, adeptes du Club de l'horloge, discret centre de rencontres entre la droite et l'extrême droite. [...]

Le meurtre d'Henri Curiel a été revendiqué par un mystérieux groupe d'extrême droite, Delta, qui évoque bien sûr les sinistres commandos du même nom, bras armé de l'OAS. [...]

La justice s'est de nouveau emparée de la question avec l'ouverture d'une information judiciaire et la désignation d'un juge d'instruction, Laurence Lazerges, au début du mois de janvier. Une décision prise après les aveux posthumes de René Resciniti de Says, décédé en 2012. Ce dernier s'était confié au journaliste Christian Rol dans le livre le Roman vrai d'un fasciste français, paru en 2015. Resciniti y révèle qu'il est l'auteur de l'assassinat, ainsi que de celui de Pierre Goldman. Il explique avoir agi sur ordre de Pierre Debizet, patron du Service d'action civique (SAC), le service d'ordre du parti gaulliste, aujourd'hui dissous. Dans le livre, le nervi fasciste traite Curiel de « traître à la France ».

Pierre Barbancey, « Colonialisme. Moi, Henri Curiel, juif et communiste, tué le 4 mai 1978 », l'Humanité, 4 mai 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire